

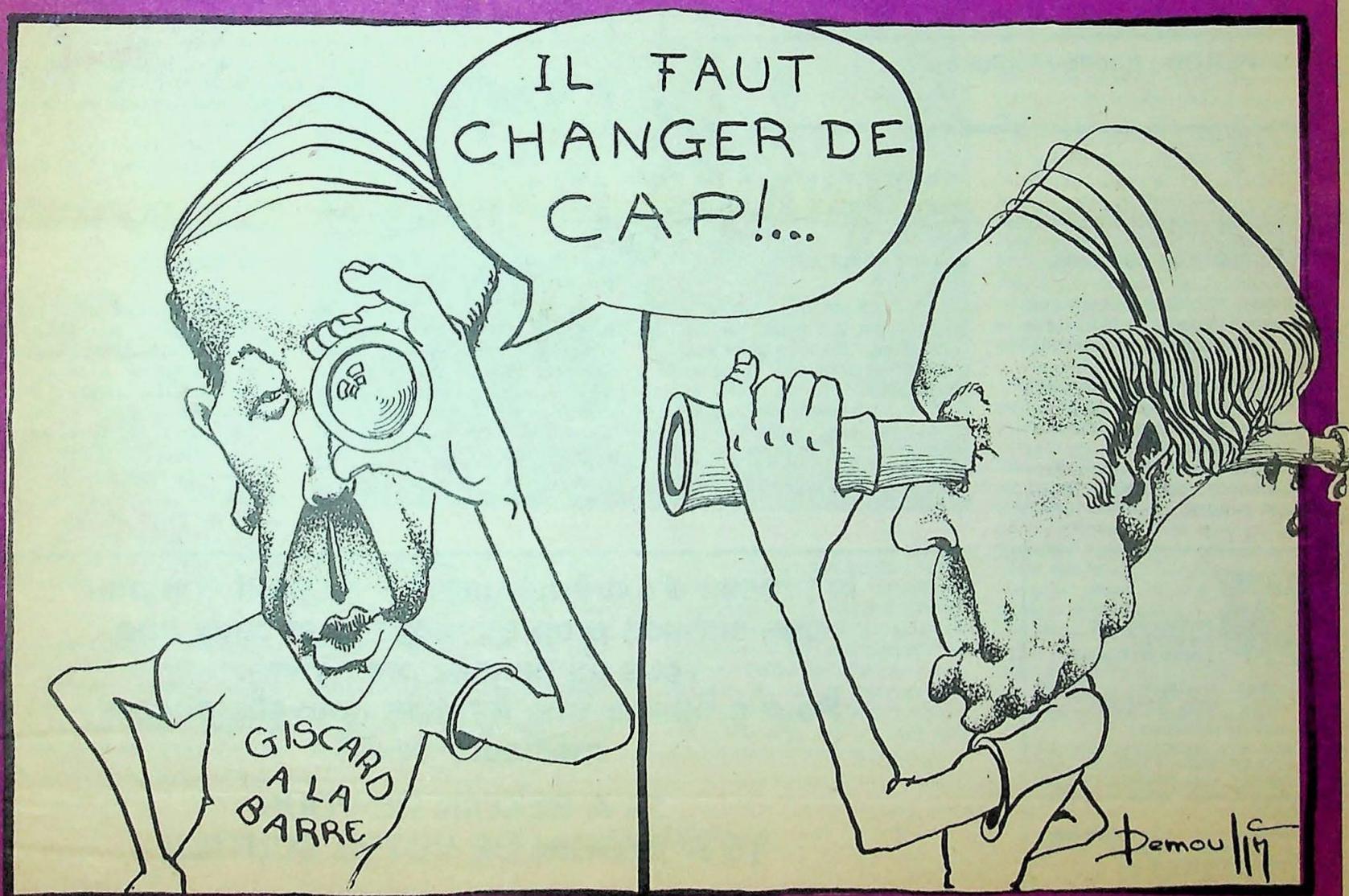
n° 668 du 6 au 13 septembre 1975 3 F50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié.

tribune

socialiste



giscard :



le coup de barre

Sommaire

- **RELANCE : l'aveu** p. 4

- **DEBAT : quel journal faisons-nous ?** p. 5

- **CGT-CFDT : l'appel convaincra-t-il ?** p. 6

- **LYON : l'offensive anti-ouvrière** p. 7

- **CORSE : prendre en mains son destin** p. 8-9
(un reportage de notre correspondant)

- **LUTTES : changer le travail ?** p. 10

- **FORETS : échec aux défoliants** p. 11

- **CINEMA :** p. 12
— les aventures de Pinocchio
— les galettes sont moisis

- **MOYEN-ORIENT : la potion du « Dr Miracle »** p. 13

- **PORTUGAL : autopsie d'une crise** p. 14

- **BASQUES : la main du bourreau** p. 15

- **PEROU : quelle révolution ?** p. 15

Leur rentrée et la nôtre

C'est un numéro de rentrée : on a fait un peu vite, il le fallait bien ; on a tâché de faire le point pour ceux qui ont un peu perdu le contact avec les problèmes et l'actualité pendant le mois d'août : « relance » façon Giscard, les Corses et l'autonomie, le rapport de forces au Portugal, la paix américaine au Proche-Orient,...

Bien sûr, nous avons « raté » plusieurs sujets : l'ouverture de la chasse ; les félicitations du maire de Lyon à l'ex-commissaire Javilly ; le passage au « nu » propre et pas peu démagogique de notre cher confrère l'Express ; les ventes (ou les dons ?) d'armes françaises au FNLA, le mouvement qui provoque avec l'appui du Zaïre et des Etats-Unis la guerre civile en Angola.

Enfin il y a Mme Claustre, otage des Toubous du Tibesti. Giscard

vient de s'emparer de l'affaire avant qu'elle ne l'éclabousse. Il était temps : tous les journaux, radios, TV, qui servent habituellement de voix au gouvernement avaient trouvé une cause qui pouvait se défendre sans « courage » excessif. Sort dramatique de « cette Française qui n'a pas vu un Européen depuis plusieurs mois » ; sa vie, disent-ils, vaut bien une politique de coopération. Mais personne parmi eux n'évoque les risques du métier, surtout ceux du mari de Françoise Claustre, qui a été quand même le patron des fonctionnaires coloniaux français au Tchad. Comme si une présence française au Tchad, de quelque sorte qu'elle soit, pouvait être innocente...

Mais on ne pouvait pas parler de tout.

Ph. M. ■

La saison ne changera pas.

Nous vous avons annoncé dans notre dernier numéro, la diffusion d'une émission télévisée, le lundi 8 septembre **Un changement de saison**. Cette émission a été déprogrammée entre temps... ne nous en veuillez pas.

on a oublié !

Dans notre dernier numéro, nous annonçons la vente à Syros du livre rassemblant les affiches et tracts des Beaux-Arts en mai 68. Mais le prix ? Eh bien, c'est 36 F.

calendrier politique

● PSU-SECTEUR CULTUREL

Samedi 27 septembre, un après-midi (à partir de 14 h) sur le bilan des festivals : leur signification, leur impact, leurs perspectives ? Il serait intéressant que des camarades ayant participé à l'organisation de ce type de manifestation puissent venir ou envoyer un compte-rendu. Pour tous renseignements : tél. 566.45.37, le secteur culturel.

● ANTI NUCLEAIRE

La fête à Flamanville sur les falaises le samedi 6 et le dimanche 7 septembre. Défendez les falaises, site retenu pour une éventuelle implantation de centrale nucléaire. Kermesse, jeux, stands, chanteurs, débats animés par des physiciens. Vous pourrez camper sur les falaises.

● JOURNAL DES PRISONNIERS

Le 15 octobre le CAP sera diffusé à 50 000 exemplaires. Ce sera le n° 30. Retenez la date et soutenez le CAP en demandant dans les kiosques le CAP, journal des prisonniers. « **Un gros pavé d'espoir dans la mare judiciaire et pénitentiaire** ».

● CINEMA

Viva Portugal, le film réalisé du 25 avril au 1er mai 1975 par Malte Rauch, Christiane Gherards, Samuel Schirmbeck, avec la collaboration de membres du MFA, sortira le Mercredi 17 septembre 1975 aux studios **Saint-Séverin** et au cinéma **14 juillet**. Tél. pour renseignements 307.92.74 - 287.55.80.

la presse d'extrême gauche ne peut compter
que sur ses propres moyens et ceux que
vous lui donnez pour vivre.
Pour préparer une formule nouvelle encore
meilleure de TS

**TS A BESOIN DE VOUS
TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN**

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert
HERCET - Alain TLEMCÉN

Comité de rédaction :
Victor FAY, Jean CEVENNES, André
LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean
PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques
THIBAUT, Jean VERGER, Corinne
WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administra-
tion : 566.45.37 - Publicité : REGIE-
INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :
Philippe MARIÉLIE

Secrétariat de rédaction : Monique
GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-
Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la
dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer
la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F

tranquille insolence

***** On ne peut qu'être indigné par la tranquille insolence avec laquelle la fraction régnante de la bourgeoisie affronte aujourd'hui la crise. Tout se passe comme si le seul enjeu était de modérer le taux de l'inflation, et d'aider, par le concours financier de l'Etat, à accélérer le jeu des « lois naturelles du marché » au profit de la restructuration du capitalisme français.

L'équipe Giscard-Chirac paraît convaincue que la France peut supporter, sans graves risques sociaux et politiques pour leur pouvoir, un volume de chômage compris entre 1,5 et 2 millions de personnes (quitte à céder peu ou prou sur leur indemnisation). Elle se sent assurée que les dirigeants des PME et cette partie de la classe moyenne broyée par sa politique de libéralisme avancé, seront malgré tout contraints à la soutenir, ne serait-ce que par la crainte du « danger communiste ».

Le dessein est clair : il s'agit de construire une société « à l'allemande », en domestiquant la classe ouvrière, en éliminant le plus vite possible les « canards boiteux » du capitalisme, et en créant à l'occasion un tel état de tension anticommuniste et antisindical que la classe moyenne et une partie des couches populaires, apeurées, serrent les coudes, malgré la dégradation de leurs conditions de vie, autour du pouvoir.

Si le dessein est clair, la navigation se fait à vue. C'est que les contradictions internes à la bourgeoisie et à la majorité politique sont plus que jamais présentes. Une bonne part du groupe UDR se sent, à l'évidence, le représentant de catégories menacées du petit patronat beaucoup plus que du « dessein giscardien ». Et Michel Debré fait toujours tonner la voix du clan de l'austérité à tout prix, des restrictions de salaires quoi qu'il en coûte, de la répression à tout crin.

Giscard et Chirac doivent donc accepter des concessions mineures aux uns et aux autres. Mais ils sont convaincus — sans doute à raison — que le temps travaille pour eux (voir en page 4 l'article

Plus de Français que les années précédentes sont partis en vacances cet été. Et une proportion plus forte que jamais a emprunté, pour pouvoir le faire.

Ce sont là deux indices qui ne trompent pas : la conscience de l'existence de la crise s'installe en profondeur. Les travailleurs ressentent une crainte diffuse devant l'avenir immédiat, et ont souhaité, vite, manger les miettes de pain blanc encore disponibles.

Ils n'ont pas cru Giscard quand il leur disait de partir tranquilles, que rien de bien sérieux ne menaçait la France. Comment le croiraient-ils alors qu'il est contraint d'avouer son erreur, de plaider coupable pour la politique menée depuis des années ?



de Michel Etienne) : point n'est donc besoin d'une véritable « relance » en profondeur de l'économie. Il leur suffit, par les moyens classiques de l'Etat capitaliste libéral, de maintenir le pays dans ses contraintes actuelles, pour que les évolutions amorcées sur le plan industriel depuis une décennie continuent en douceur.

A l'occasion, sur le plan politique comme sur le terrain de l'économique, Giscard-Chirac aideront le temps à travailler en leur faveur. En brandissant au bon moment l'épouvantail communiste, en voyant réapparaître (comme en Corse !) la subversion internationale, en s'affrontant avec le mouvement syndical.

Et il faut bien dire que les partis du programme commun n'ont pas toujours l'air de mesurer les enjeux. Tout se passe comme s'il s'agissait d'attendre dans les meilleures conditions l'échéance électorale de 1978. En marquant des points dérisoires, côté PC, côté PS, pour s'assurer le contrôle de l'union de la gauche.

Cette rentrée s'annonce ainsi comme l'aube d'une année importante pour les militants autogestionnaires.

Il ne s'agit plus seulement d'être, légitimement, fiers d'avoir eu raison avant les autres composantes du mouvement ouvrier, sur des domaines essentiels : sur la nature de la crise, sur les minorités nationales, sur l'exemplarité des luttes populaires de contrôle. Il ne s'agit plus simplement d'être, avec raison, satisfaits d'avoir préservé et amélioré l'outil politique que constitue le PSU, après la défection de l'un de ses leaders prestigieux.

Ce dont il s'agit maintenant, c'est que notre présence, dans les luttes de masse, comme sur le terrain politique, soit à la mesure de ce que nous représentons réellement dans les aspirations populaires. La Corse nous a rappelé, ces jours-ci, comme bien des luttes ouvrières et paysannes dans la période récente, que des militants autogestionnaires apparemment minoritaires pouvaient être, en profondeur, représentatifs dans la lutte populaire et pouvaient en devenir les meilleurs porte-parole, à condition que les enjeux et les formes de combat soient clairement posés.

C'est pourquoi il nous faut plus que jamais oser, tout en recherchant sans cesse la réalisation d'une véritable unité populaire, oui il nous faut oser brandir sans complexe le drapeau de l'autogestion socialiste. Il nous faut nous renforcer, et le faire parce que nous serons apparus comme ceux qui luttent sur les terrains les plus vitaux contre la bourgeoisie et son pouvoir, et parce que nous osons poser les vraies questions concernant la transition au socialisme dans notre pays. Bonne rentrée et bonne « année sociale », camarades !

Gilbert HERCET ■

incongruités...

L'Humanité (3.9.75) s'offusque de ce que le PSU et la LCR se soient félicités dans une déclaration commune « des rapports unitaires qui existent entre différentes organisations révolutionnaires et le Parti Communiste Portugais ». Et ironise sur le fait que le PCP vient de retirer du secrétariat provisoire du Front Uni Populaire, ce qui rendrait cette déclaration « anachronique ». Hélas, la rapidité et la fréquence des revirements du PCP — qui entre autres justifient pleinement les réserves que l'on peut faire sur sa politique tout en recherchant l'unité avec lui — risquent de provoquer des anachronismes chaque jour : y compris dans les articles de l'Humanité.

Mais pourquoi qualifier d'« incongruité » le souhait de l'unité d'action sans exclusive en France, à l'image et à propos du Portugal ? « Incongru : qui n'est pas convenable. Contraire aux usages, à la bienséance », dit le Petit Robert. Comme la « bienséance » n'est pas particulièrement une référence du mouvement ouvrier, la critique paraît un peu faible. Ce qui est « convenable » à Lisbonne ne le serait-il plus à Paris ? L'Humanité semble répondre affirmativement en expliquant que « les ouvriers de notre pays ont rejeté l'infantilisme politique du gauchisme ». A

vrai dire, ni plus ni moins qu'ils n'ont rejeté le réformisme social-démocrate, ce qui jusqu'à présent n'interdisait pas l'unité d'action.

Concernant le PSU, le parti communiste a parfaitement connaissance de son opposition à toutes les attitudes sectaires à l'intérieur du mouvement ouvrier, d'où qu'elles viennent. Il sait que nous nous opposons à ceux qui, au nom d'un purisme pseudo-révolutionnaire, rejettent l'unité d'action (ce qui constitue la première manifestation du « gauchisme » au sens historique du terme), de même que nous ne saurions approuver que, sous couvert de cette unité, certains de ceux qui y aspirent en soient exclus. La volonté de la LCR de lutter contre la campagne anticommuniste est sans ambiguïté ; elle ne saurait être qualifiée de « réformisme gauchiste ».

Pour notre part, nous nous en tenons à l'esprit des déclarations communes avec le PCF : Action dans l'unité la plus large.

Le bureau national du PSU ■



Le plan de relance du gouvernement

Giscard avoue enfin. Après des mois de mensonges répétés, après des dizaines d'homélies chloroformantes, il est forcé de reconnaître publiquement que « l'ilot sauvegardé » français de l'année 1974 est sur le point d'être dévasté par la tornade mondiale. Encore convient-il de préciser qu'il n'a pas tout dit.

✱ Les dernières estimations des conjoncturistes patentés du ministère de l'Economie et des Finances n'incitent guère à la réjouissance : la croissance zéro est d'ores et déjà atteinte et, à la fin de l'année, la production intérieure brute (PIB) sera très vraisemblablement inférieure de cinq points à l'indice de référence 100. Donc, croissance moins 5 : le résultat est d'autant plus intéressant à noter que Fourcade tablait il y a encore deux mois sur une croissance de 2% et que Giscard avait commencé ses vacances en expliquant qu'il ne fallait pas s'inquiéter pour la rentrée.

La santé économique de la France est à ce point satisfaisante que 30% de nos capacités de production sont inemployées. Et il paraît douteux que le processus s'inverse comme par enchantement.

Ainsi que nous le laissons prévoir dans ces mêmes colonnes dès le mois de juillet, le gouvernement est obligé de « changer de cap » pour trois raisons fondamentales.

trois aiguillons

La première est que la récession française est beaucoup plus grande que celle prévue par le gouvernement. D'autre part, sur le plan de la simple logique capitaliste, le refroidissement a été un échec. En effet, la stratégie de Fourcade avait pour objectifs essentiels de freiner, voire d'enrayer le processus d'augmentation des salaires, d'accroître le volant de chômage et de restructurer l'appareil industriel grâce au développement des exportations et à la réduction de la consommation intérieure. En fait, la réduction brutale de l'activité n'a pas été « amortie » par une compression corrélative suffisante des effectifs salariés. En d'autres termes, le mécanisme désormais classique de stabilisation n'a pas fonctionné correctement. Il va de soi que ce mauvais fonctionnement est à mettre au crédit de la forte résistance opposée par les salariés aux licenciements, aux réductions d'horaires et à la diminution du pouvoir d'achat.

Enfin, troisième aiguillon du revirement gouvernemental, le mirage d'une forte reprise allemande — qui aurait joué le rôle de locomotive de la relance française — s'est complètement évaporé au fil des semaines estivales et de l'aumône de cinq milliards de Deutch Mark injectée par H. Schmidt, principalement dans les circuits du bâtiment.

Au total, le niveau des salaires n'ayant pas baissé (la progression du taux de salaire horaire au second trimestre a semble-t-il consterné le gouvernement (près de 5% en trois mois, soit une augmentation de 20% par an si la tendance se confirmait), la situation est en train de devenir préoccupante pour le capital, tout au moins dans certaines branches car les marges de profit ont ten-

dance à se rétrécir comme des peaux de chagrin.

des conflits d'intérêt

Cependant, les titres d'incurie et médailles d'incompétence décernés unanimement par la gauche à Giscard et Fourcade ne paraissent pas complètement justifiés. Le gouvernement a davantage péché par excès que par défaut ; ce qui est sûr, c'est qu'il a réussi à gagner du temps pendant un an.

Les hésitations qu'il a manifestées avant l'annonce du plan de relance traduisent moins un réel désir de limiter les effets les plus graves de la crise pour les salariés, que de solides difficultés pour arbitrer les conflits d'intérêt qui opposent certaines fractions du capital à l'intérieur même du sérail ministériel.

En effet sur le plan de l'accumulation, la situation n'est pas également préoccupante pour les différents groupes industriels français. Certains, tels que Pechiney-Ugine-Kulmann ou la CGE bénéficient de commandes massives de l'Etat pour l'équipement téléphonique et le nucléaire. D'autre (Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, la sidérurgie et la pétrochimie) commencent à souffrir de la chute des investissements (-10% globalement en un an) et des exportations.

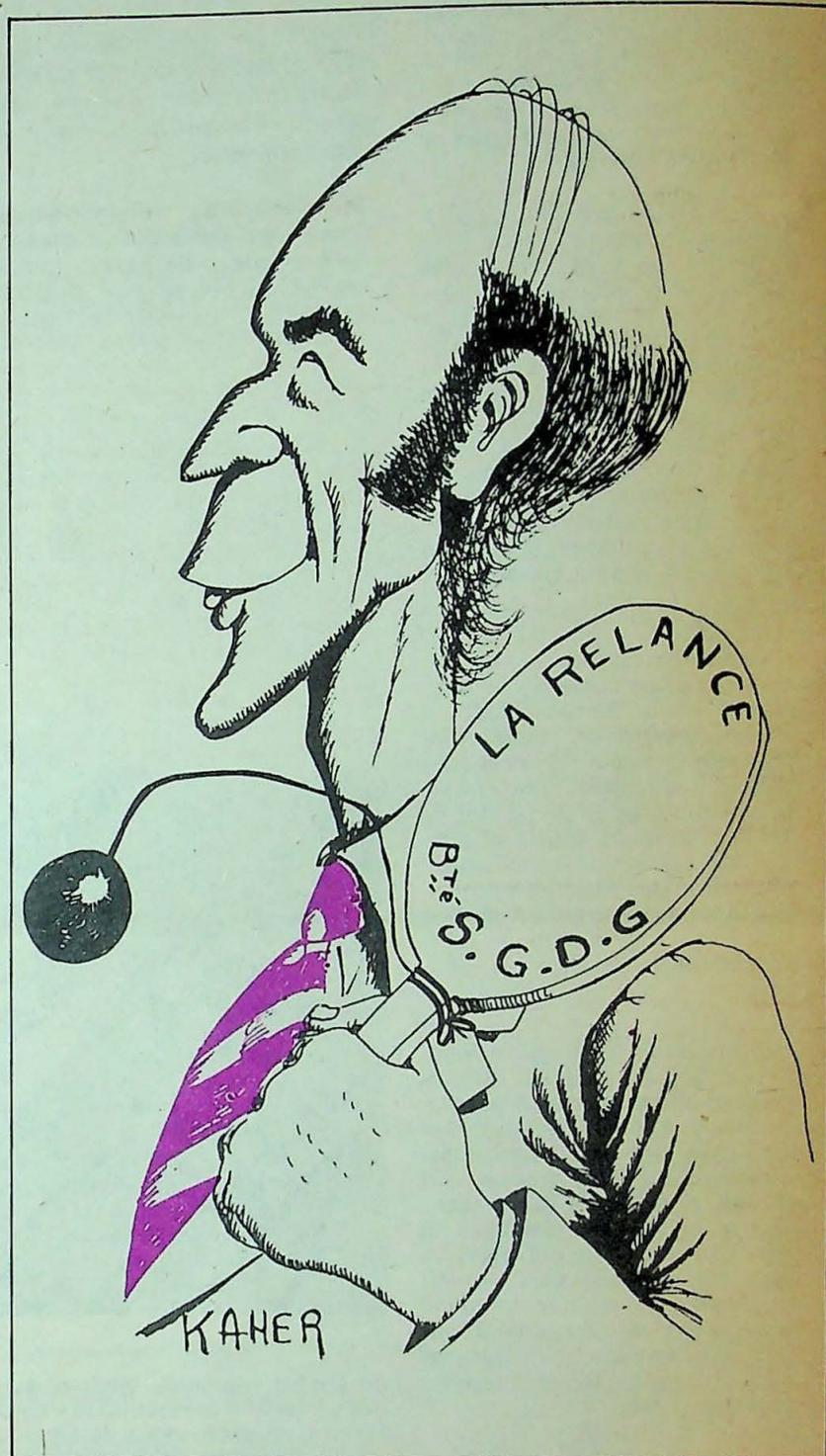
Enfin les PME, principales victimes des reconversions en cours, sont de plus en plus sur la pente de l'hébètement.

Quel peut être l'effet des mesures de soutien ? D'abord, elles ne commenceront pas à se traduire par des améliorations conjoncturelles significatives avant plusieurs mois, en raison de l'inertie des circuits économiques et administratifs. D'autre part, elles avantageront essentiellement les groupes industriels dont les affaires sont bonnes : les entreprises dont la trésorerie est en difficulté sous l'effet conjugué de la récession et de la hausse des salaires ne seront guère incitées à investir et à produire davantage pour la bonne et simple raison que le cadeau fiscal du gouvernement n'est pas de l'argent frais. Une nouvelle fois, la diminution des prélèvements fiscaux de l'Etat sur les entreprises va permettre de limiter la chute des profits au grand détriment des équipements collectifs.

Quant à l'obole qui sera distribuée aux ménages, aux vieux, aux handicapés et aux chômeurs sous forme de prime de rentrée, elle n'aura aucun effet d'entraînement significatif.

Bien sûr, l'aéronautique, la sidérurgie et l'industrie de la pâte à papier (Guyane oblige !) vont être soutenues, mais elles ne sont pas les secteurs qui permettront la reprise de l'accumulation sur des bases « saines », c'est-à-dire rentables pour le capital.

L'AVEU



En définitive, l'énormité de la somme offerte aux entreprises ne doit pas faire illusion. Il s'agit pour le gouvernement de continuer à faciliter les restructurations entamées et de gagner du temps sur les autres fronts. Le chômage continuera de croître (plus de un million officiellement, soit en réalité un million et demi) et le pouvoir d'achat des travailleurs de se dégrader globalement. Plus que jamais, notre riposte doit être centrée sur l'objectif d'autoréduction : autoréduction des heures de travail pour permettre le travail de tous, autoréduction des loyers et charges, autoréduction des tarifs du gaz, de l'électricité, du fuel, du téléphone et des transports collectifs.

Empêcher la réussite du plan de Giscard, c'est essentiellement empêcher le gouvernement de gagner une nouvelle fois du temps avant qu'il ne soit trop tard. Certes le mécontentement grandit de façon in-

quiétante dans de nombreuses couches de la population : les vacances n'ont pas été aussi sereines pour le pouvoir que dans le passé.

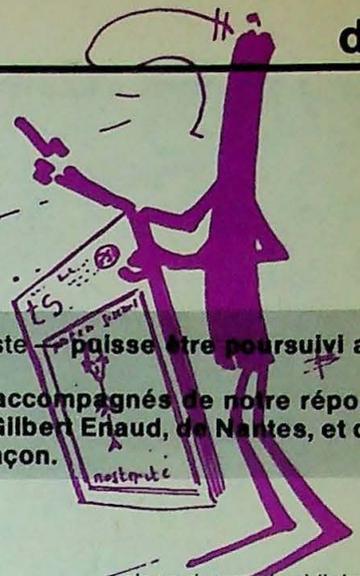
Si le gouvernement n'est pas encore en mesure de lancer une grande contre-offensive contre la classe ouvrière, le temps joue en sa faveur. Le fait qu'il se soit sérieusement interrogé sur un éventuel abaissement des taux d'intérêt versés aux petits épargnants (livrets de Caisse d'Epargne) pour relancer la consommation intérieure en dit long sur ses préoccupations sociales.

Moins que jamais, il ne faut oublier que l'enjeu de la période est l'accaparement des profits. Ces fluctuations conjoncturelles du gouvernement ne sont que des ajustements à cet unique impératif.

Michel ETIENNE ■

En marge de la polémique PCF - J. Daniel

Quel journal faisons-nous ?



L'entretien avec Jean Daniel, que nous avons publié dans notre dernier numéro, nous a valu un courrier dont nous avons estimé qu'il présentait un suffisant intérêt politique pour être porté à la connaissance de tous nos lecteurs, afin que le débat ici engagé — et qui concerne le rôle

même de Tribune Socialiste — puisse être poursuivi avec vous.

Nous publions donc, accompagnés de notre réponse, les extraits de lettres de Gilbert Enaud, de Nantes, et de la section du PSU de Besançon.

● Rompre le cercle

1° La publication dans TS d'un tel « entretien » est en contradiction totale avec la lettre signée de Mousel, envoyée à l'Observateur et au PCF. Cette lettre dit dans son troisième paragraphe : « A Lisbonne, les erreurs sectaires du PCP ont alimenté le glissement droitier de la direction du PS, et réciproquement. Ce que nous avons de mieux à faire, ce n'est pas de reproduire ce cercle vicieux, mais de le rompre... »

Ce n'est certainement pas en ouvrant les colonnes de TS au porte-parole zélé de la direction PS que nous contribuerons à rompre ce cercle ! D'autant plus que le PCF ne pourra pas manquer de considérer la lettre de Mousel comme une pure et simple hypocrisie.

2° Ce qui intéresserait les lecteurs de TS, c'est qu'on analyse certains faits politiques importants. Pourquoi la « polémique » PC-PS rebondit alors que beaucoup

la pensait en voie d'extinction ? Quelles sont les réactions dans les milieux chrétiens vis à vis du Portugal et de Marty ? etc... Tout cela est rapidement effleuré en introduction, mais sans aucun développement intéressant, alors que c'est d'abord là-dessus que nous attendons de l'information et des analyses.

3° Le contenu même de l'interview est irrecevable. Alors que le fond du problème, c'est la bataille entre PC et PS, Jean Daniel s'efforce uniquement de le faire oublier. Pour cela il tente de présenter son affaire comme une lutte entre un « journaliste intègre » et d'affreux stalinien. Très habilement (trop) il flatte PSU et CFDT pour se les rallier. En quelque sorte, cet entretien apparaît comme un avatar supplémentaire de « l'opération Assises du Socialisme ».

Le collectif de la Section PSU de Besançon ■

● Le dogme réformiste

Chers camarades,

Je tiens à vous exprimer mon indignation à propos de l'interview de M. Jean Daniel dans le dernier numéro (N° 667) de Tribune Socialiste.

Même si, par la plume de Gilbert Hercet, TS a pris la précaution d'indiquer qu'il y avait des désaccords entre l'équipe du Nouvel Observateur (toute acquise à la social-démocratie, bien que Jean Daniel essaie de s'en défendre) et le PSU, il n'en reste pas moins qu'en publiant ainsi son interview on lui accorde un brevet de « révolutionnaire » qu'il n'est pas.

Condamnant la stratégie des Partis communistes officiels, je

n'en suis que plus à l'aise pour dire que Jean Daniel est un anticommuniste. Il est très facile de faire des critiques de gauche du PC pour aboutir à une critique de droite. Comme Soarès, M. Jean Daniel est un démocrate petit-bourgeois, un de ces représentants de « la gauche respectable et respectueuse ». Il n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier. Il est contre les avant-gardes, mais tout l'histoire du mouvement ouvrier prouve que sans parti révolutionnaire il n'y a pas de révolution qui réussisse.

Et si M. Jean Daniel accuse les révolutionnaires de dogmatisme, ou d'avoir des schémas dépassés (léninistes) nous pouvons lui rétorquer que le dogme réformiste social-démocrate existe et qu'il a été cause de toutes les défaites du mouvement ouvrier.

Gilbert ENAUD □

N'ayons pas l'air de découvrir ce que sont, politiquement, le **Nouvel Observateur** et Jean Daniel. Le « chapeau » de l'interview incriminée le rappelait nettement, en caractérisant le **Nouvel Obs** comme « le porte-parole attitré de la tendance majoritaire du PS ». Et les lecteurs de **Tribune Socialiste** sont bien placés pour savoir tout ce qui nous sépare du journal de J. Daniel : nous n'avons pas eu l'habitude, depuis quelques mois, d'être tendres avec lui (voir notamment TS n° 645 et 646).

Ici se pose en fait un double problème de principe : ne doit-on ouvrir les colonnes de TS qu'à ceux avec qui nous sommes d'accord ? Et si on donne la parole à des partenaires de la gauche ou de l'extrême gauche, voire à des adversaires, cela équivaut-il à cautionner leurs propos ?

Nous pensons qu'il est utile, qu'il est indispensable, pour l'information et la réflexion critique des lecteurs de TS (qui sont très souvent des militants, soit du PSU, soit d'organisations politiques, syndicales, ou sociales, proches) d'ouvrir l'hebdomadaire du PSU à des entretiens ou à des articles permettant à d'autres que nous — parfois très éloignés de nos positions — de s'exprimer. Cela permet, pensons-nous, à nos lecteurs de disposer directement des pièces des dossiers politiques.

Demander à Jean Daniel de « s'exprimer librement », cela ne

voulait bien sûr pas dire que le PSU et son organe hebdomadaire avalisaient « le contenu même de l'interview » : à cet égard, le chapeau de Gilbert Hercet et l'article de Michel Mousel publié dans le même numéro étaient, nous semble-t-il, parfaitement explicites, tout comme la lettre de Mousel au **Nouvel Observateur**.

De la même façon, TS a déjà donné la parole à des représentants de divers courants du PS (par exemple TS n° 642), de la CFDT (TS n° 649, 651, 652, 654), de la LCR (TS n° 640), ou de formations politiques étrangères à notre pays, ce qui n'impliquait nullement un accord politique — cela ne va-t-il pas de soi ? — avec les propos tenus par ces représentants.

Nous ne croyons pas que la meilleure façon de servir, tout à la fois le développement de la ligne politique autonome du PSU, et la construction de l'unité populaire, soit de faire le silence sur les analyses des autres ou de taire les problèmes d'actualité de ce qu'il est convenu d'appeler la « vie politique ».

Vouloir rompre le cercle vicieux qui relie le sectarisme stalinien à la social-démocratie ne doit pas non plus nous priver de notre capacité d'analyse et de jugement sur le PCF et le PS. Ainsi, lorsque le PCF se laisse aller à des attaques calomnieuses à l'encontre de Jean Daniel (celui-ci fut-il un porte-parole zélé du mitterrandisme), lorsqu'il confond volontairement la critique politi-

que des partis communistes avec « l'anticommunisme » sanglant, notre devoir n'est-il pas de dénoncer ces pratiques et de les éclairer ?

Cela dit, les camarades de Besançon ont bien sûr entièrement raison de demander à TS qu'il « analyse certains faits politiques importants », comme par exemple ceux qu'ils citent. A notre mesure, nous avons tenté de le faire, avec la claire conscience de

nos imperfections. Nous essaierons de le faire, mieux, demain. Mais cela ne dépend pas que d'une modeste équipe parisienne. TS est le journal de tous ses lecteurs, et d'abord des militants et sympathisants du PSU. Il ne réussira donc à s'améliorer qu'avec le concours de tous. Notamment avec la votre, camarades de Besançon.

TS □

librairie éditions Syros

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS, 9, Rue Borromée, 75015 PARIS

L'ETAT PATRON	40,00 F
Philippe Brachet	
LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE	30,00 F
Yvan Craipeau	
SERVITUDE ET GRANDEUR DU P.S.U.	30,00 F
Edouard Depreux	
L'ENFER DES POMPIERS	24,00 F
J.J. Lubrina (journal d'un pompier de Paris)	
AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE	8,00 F
Colloque autogestion janvier 1973	
CHILI 1970-1973 : UN PEUPLE EN LUTTE	10,00 F
Collectif Chili	
CHILI : LES DOCUMENTS DU COMLOT I.T.T.	10,00 F
Jack Anderson	
LE « MAI » DES BANQUES	10,00 F
Militants C.F.D.T.	
IXème CONGRES DU P.S.U.	12,00 F
Amiens décembre 74	
NAISSANCE D'UNE FEDERATION NORD	27,00 F
B. Grelle 1955-1963	



Cgt-Cfdt



l'appel convaincra-t-il ?

Les directions confédérales de la CFDT et de la CGT se sont rencontrées le 28 août dernier. Les discussions ont débouché sur un « **appel commun aux travailleurs** ». « **Il faut frapper vite et fort** », a dit Edmond Maire. « **Faute de négociation à froid, il reste l'action syndicale afin d'obtenir des négociations à chaud** », déclarait Georges Séguéy.

A la lecture de « l'appel », il n'est pas évident qu'il en soit ainsi. D'ailleurs, pourquoi évoquer des « négociations à froid », alors qu'un million et demi de chômeurs apparaissent de plus en plus livrés à eux-mêmes ?

Pour « frapper vite et fort », afin d'amener le pouvoir et le patronat à négocier (« à chaud » par conséquent), les deux confédérations s'étaient entendues en juillet sur une stratégie qui donnait satisfaction aux travailleurs les plus engagés dans la résistance et la riposte, ceux des usines et des bureaux occupés. Or, l'appel du 28 août ne fait que mentionner l'étape du 10 juillet à la Tour Eiffel. Cette stratégie n'aura-t-elle donc pas de prolongement ?

Certes, en demandant aux organisations de base de « réunir les travailleurs » dès maintenant « afin de discuter des objectifs prioritaires » et « les moyens d'action », on offre aux plus combattives la possibilité d'exiger des initiatives centrales qui amplifient ce qui a été fait précédemment. Mais, pour beaucoup, n'est-ce pas donner l'impression que l'on repart de rien, qu'il faut tout réinventer ?

Le second aspect de l'appel vise à faire converger « **la pression des travailleurs** » vers l'Assemblée nationale qui se réunit en session extraordinaire à partir du 9 septembre. Pourtant, il y a fort à parier que, le 9 au matin, les divergences entre les différentes composantes de la bourgeoisie seront aplanies. Une nouvelle fois, l'Assemblée se comportera en chambre d'enregistrement. Et en tout état de cause, l'objectif paraît bien dérisoire.

Les deux dernières « phases d'action » apparaîtront plus précises : une journée nationale d'action — le 23 septembre probablement — pour la retraite complète à 60 ans, pour la réduction de la durée du travail sans perte de salaire d'une part ; un grand rassemblement national le 4 octobre à Paris pour l'emploi et les ressources des jeunes d'autre part.

Pour justes que soient ces différents mots d'ordre, ce type de mobilisation en dispersion ne risque-t-il pas de faire hésiter de nombreux travailleurs ? Une stratégie faisant converger l'ensemble des catégories autour des luttes en reprenant l'ensemble des mots d'ordre n'aurait-elle pas

plus de chances de déjouer réellement le piège tendu par le pouvoir ?

Une dernière remarque : l'appel ne dit mot des moyens de mettre les chômeurs dans le coup. Ce qui est apparu pour les immigrés, se reproduit semble-t-il pour les chômeurs : les structures syndicales n'apparaissent guère adaptées. Les commissions de chômeurs créées avec grande discrétion par la CGT et la CFDT n'offrent pratiquement aucune possibilité réelle, alors que les comités de chômeurs autonomes, soutenus par les centrales syndicales, s'avèrent mieux appropriés.

Les expériences de comités de chômeurs autonomes sont peu nombreuses. Cependant celle de Massy, citée indirectement dans le **Nouvel Observateur** du 1/9 fournit déjà des enseignements positifs : parce que les militants PSU, à l'origine de sa création, ont refusé de l'encadrer, qu'il a été difficile au PS, malgré plusieurs tentatives appuyées sur la municipalité à direction socialiste de le prendre en main, et qu'il a été tout aussi difficile au PC de le condamner, faute de « manipulation gauchiste » crédible...

Michel CAMOUIS ■

PC GAUCHISTE ?

Les représentants du patronat — François Ceyrac et Michel Poniatowski en tête — ne manquent pas de vocabulaire pour exprimer l'horreur que leur inspirent les activités politiques dans les entreprises et sur les lieux de travail en général. Par « activités politiques », il faut entendre seulement dans leur bouche les idées et les actions qui mettent en cause le système économique capitaliste. Pourquoi cette levée des boucliers alors qu'il y a bien longtemps que les syndicats de lutte de classe (CGT et CFDT) font régulièrement référence au socialisme, etc., et que des cellules politiques se sont implantées et diffusent les positions de leurs membres ? Parce que le PCF a pris l'initiative d'organiser des débats, meetings, réunions à l'intérieur des entreprises.

Cette initiative appelle de nombreuses remarques : tout d'abord, elle rejoint les préoccupations que l'extrême gauche, PSU compris, a manifestées depuis longtemps, par le mot d'ordre de « liberté politique » sur le lieu de travail. Ce mot d'ordre a longtemps été contesté par le PCF qui y voyait une manifestation gauchiste susceptible d'isoler la classe ouvrière (on trouvera sur ce point beaucoup d'articles et de discours de responsables dans la période 1968-1973).

Cependant, les conditions qui ont présidé au lancement de cette opération sont contestables : en procédant ainsi, on met en avant une méthode spectaculaire propre aux vedettes de la scène politique.

Pour l'extrême gauche, la politique dans l'entreprise ne consiste pas seulement à permettre aux partis de se procurer des tribunes électorales. Il s'agit d'élever la conscience politique et de mobiliser les travailleurs dans l'entreprise autour d'axes de luttes politiques, de type « contrôle ouvrier », pour déboucher sur l'organisation de conseils ouvriers et populaires qui font la jonction avec les luttes hors de l'entreprise, et sont l'embryon du pouvoir populaire, du pouvoir réellement entre les mains des travailleurs. Le vote a tout à y gagner.

Favorable à l'autogestion, la CFDT écrit notamment dans *Syndicalisme* du 28 août : « Le champ d'activité des partis politiques étant différent, on pourrait très bien imaginer pour ces derniers une procédure qui permettrait, par exemple, aux représentants des formations politiques intéressées de s'exprimer à l'intérieur d'un local destiné à cet usage et situé dans l'enceinte de l'entreprise (...). N'est-ce pas un peu léger ? Quoi qu'il en soit, l'initiative du PCF permet un débat. Qui trouvera ses réponses dans la pratique. »

M.C. ■

Millau : Lorsque gêne la vérité

Les affiches du PSU parlant du chômage à Millau sont détruites sur ordre des autorités. Dans ce but il s'agit d'être UDR connu, d'avoir les moyens de contraindre des employés municipaux, temporairement mis à l'abri du chômage, à exécuter aux frais des contribuables un travail discriminatoire et politique.

Certes, il se pose le problème de l'ex-

pression des exclus des moyens d'information ; et cela se fait au détriment de l'esthétique de nos murs. Néanmoins, il est significatif qu'au milieu du fatras d'annonces publicitaires, informatives et propagandistes (légal ou non), seules les affiches du PSU informant en quelques lignes sur les réalités locales sont systématiquement détruites sur ordre de M. Gabriac et autres autorités. D'une certaine façon, c'est un

hommage à notre action.

Ce procédé illégal à l'encontre d'un texte irréfutable, non discriminatoire, ne comportant aucune attaque personnelle, démontre clairement les conceptions de l'UDR et de ses complices, en matière d'information, de démocratie et de liberté.

Notre crime est d'avoir troublé le reste de conscience des responsables

politiques avec tous les malheurs de notre ville. En résumé, nous savons qui a ordonné cet acte lâche et mesquin. Demandons-nous pourquoi.

Millavois, nous voici avertis : les problèmes du chômage et de la liquidation de notre cité seront résolus par la répression. Nous dénonçons cet acte arbitraire dont nous saurons nous souvenir.

Section du PSU de MILLAU ■

Région lyonnaise

L'offensive anti-ouvrière

L'exercice des droits syndicaux connaît bien des déboires dans la région lyonnaise. Au-delà des conflits caractéristiques de Berliet, Teppaz ou Photogay (Vaulx-en-Velin), une vaste offensive antisyndicale se dessine ces derniers mois, avec l'appui plus ou moins avoué d'une certaine « justice »...

De Teppaz, où l'on cherche à désamorcer la lutte des travailleurs en les privant de leurs délégués, à Berliet où la direction s'arroge tous les droits sur les accords d'entreprise, en passant par Photogay où les revendications ouvrières ne sont pas prises au sérieux, c'est bien la même méthode qui est employée : on divise, on menace, on accorde d'une main ce qu'on reprend de l'autre. Demain on réprimera gratis...

● Berliet

La justice hésiterait-elle à donner raison aux patrons ? C'est ce qui ressort de la décision du tribunal des référés de Lyon qui se déclare « incompétent » pour statuer sur le sort du délégué syndical CFDT, limogé à la suite de la dénonciation par la direction de Berliet des accords d'entreprise, en novembre 1972.

C'est en effet à cette époque que la direction décida de dénoncer les accords établis en 1968, par lesquels il était accordé aux organisations syndicales des heures de franchise permettant d'em-

ployer des « permanents ». C'est ainsi que Michel Lenoir devint permanent CFDT puis fut réaffecté à son poste d'OS2 après la dénonciation des accords.

Le 21 mai dernier, cette dénonciation fut déclarée « nulle » par la cour d'appel de Lyon. La CFDT exigea alors la réintégration de son délégué et le paiement par Berliet d'une somme équivalente au préjudice subi par le syndicat et son délégué. Ce que la direction refusa formellement. En attendant, l'affaire traîne en longueur et a permis à Berliet de violer les plus élémentaires droits syndicaux et les accords passés, pendant près de trois ans.

syndicaux ont eu quarante-huit heures pour quitter les lieux (« Faute de quoi ils seraient expulsés par la force publique », précisait-on). Pour la section CFDT, ce procédé n'est qu'une machination supplémentaire pour obtenir l'expulsion « légale » de tous les occupants de l'usine. Le tribunal a également exigé la restitution d'un stock évalué à 600 000 F de pièces appartenant à la société Sonolor, détenu par les travailleurs. « La société Sonolor retrouvera son bien » écrit Le Progrès... A la suite de leur assemblée générale, les travailleurs ont décidé de rendre ces pièces, mais contre la garantie que le problème de Teppaz sera étudié au niveau du conseil régional prochainement. La CFDT affirme toujours qu'une solution industrielle sans licenciements est possible.

heures de discussion : la direction n'a cédé que sur un point... 0,40 F d'augmentation horaire. Ce qui lui coûte le moins. L'issue de la lutte est donc pour le moins ambiguë, malgré les félicitations nombreuses transmises par le PCF à la section CGT locale. On aboutit même à ce comble : la direction a proposé aux travailleurs d'allonger la semaine jusqu'à quarante huit heures (jusqu'au 1er août). La moitié d'entre eux ont accepté. Mais était-ce le but de trois semaines de grève que d'allonger le temps de travail pour se payer des vacances ? Là encore, ce genre d'accord fait surtout penser à une vaste offensive anti-ouvrière...

Correspondant ■

● Teppaz

Même schéma chez Teppaz, « propriété » du groupe Sonolor contrôlée par les ouvriers depuis de longs mois : le tribunal des référés a prononcé l'expulsion, fin juillet, des sept dirigeants CFDT, parce que représentatifs « du groupement de fait constitué par l'ensemble des ouvriers qui entrave les accès de l'usine et occupe les lieux sans droit ni titre ». Ainsi, aux yeux de la justice, les travailleurs qui sont les seuls producteurs actifs de l'usine ne sont à aucun titre aptes à la contrôler.

Toujours est-il que l'état d'urgence a été constaté et que les responsables

● Photogay

A Vaulx-en-Velin, dans la banlieue de Lyon, la grève chez Photogay est terminée, après vingt jours de lutte. Les revendications de la CGT portaient sur trois points : 0,50 F d'augmentation horaire non hiérarchisée, obtention d'une prime de vacances et paiement des heures de grève. Les travailleurs avaient reçu le soutien de diverses organisations syndicales et politiques, dont le PCF et le PSU.

Après un refus de négocier de la part de la direction, qui dura quinze jours, l'inspecteur du travail obtint la convocation d'une table ronde paritaire. Onze



Le conflit de la néo gravure rebondit

Les travailleurs du Livre défilent lors de la manifestation du 26 juin pour le Parisien Libéré.

Les 650 travailleurs de Chaix à St-Ouen (Ex-Néo gravure) doivent de nouveau se battre pour leur emploi. Les uns après les autres, les clients envoient leurs lettres de préavis dénonçant leurs contrats avec Chaix. Certains vont même jusqu'à payer des dédits pour se libérer de leurs obligations légales au plus vite... Les pouvoirs publics ne veulent plus s'engager, les banques emboîtent le pas.

Il a été dit en comité d'entreprise qu'il devenait de plus en plus probable qu'une rupture de trésorerie interviendrait vers le 10 septembre. Il n'est pas exclu que les pouvoirs publics jugeant qu'il vaut mieux finir certains travaux comme l'Indicateur Chaix prolongent l'agonie en injectant des fonds de roulement supplémentaires.

Pour désarmer les travailleurs, la direction a bien parlé d'une possibilité de « sauver les meubles » mais elle équivaldrait au licenciement des trois quarts des salariés. Ceux-ci par un vote acquis à 82 % ont décidé de se battre pour le maintien de l'emploi sur place et aucun licenciement, au besoin par la grève avec occupation.

Ils ont certains atouts : l'accord du 21 novembre 1974 où les pouvoirs publics s'engageaient à maintenir tout le potentiel industriel sur place, l'utilité et l'image de marque de l'Indicateur Chaix.

Trois problèmes se posent toutefois :

— l'organisation démocratique de la grève sans exclusive.

— La remise en route de la production (par exemple en imprimant des cartes de visite qui seraient collectées et distribuées par les unions locales et un calendrier 1976 sur les luttes ouvrières...). Ces initiatives ont été bien acceptées par « la base » qui y voit un des moyens essentiels d'auto-défense...

— Savoir comment empêcher que les travaux ne soient imprimés ailleurs et s'il faut ou non permettre la sortie de l'Indicateur Chaix.

La riposte de Chaix s'inscrit dans une série de luttes dans le Livre (Parisien Libéré, Chauffour, Hélio-Cachan, Caron-Ozanne à Caen...). Il est urgent de les centraliser pour une riposte générale.

Caron-Ozanne : On ne se vend pas à Hersant

Depuis le 5 juin, les ouvriers de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen occupent leur entreprise pour faire annuler le licenciement de 48 salariés (soit un tiers du personnel). Jusqu'à présent, aucune proposition sérieuse ne leur a été faite. Ils font tout pour populariser au maximum leur combat pour le droit au travail, en liaison avec les syndicats et la population. Pendant les vacances, la mobilisation a continué. Le 19 juillet, a eu lieu une journée de réflexion avec une quinzaine de syndicats et sections syndicales CGT et CFDT de la région. Le 9 août, les grévistes ont organisé une journée portes ouvertes : ils continuent d'imprimer le journal Ouest-Licenciement. Le n°4 est paru récemment. Il parle de toutes les autres luttes du Livre et

des conflits dans le Calvados. On parlait au mois de juillet d'une prise de gérance de Caron-Ozanne par Hersant (qui a déjà racheté Le Figaro). Hersant pourrait ainsi imposer un hebdomadaire concurrent à Liberté qui était le principal client de l'imprimerie jusque là. Tous ceux qui contrôlent Liberté et ont des actions dans l'imprimerie n'ont pas répondu aux grévistes qui proposaient d'imprimer Liberté dans l'usine occupée. On reparle aujourd'hui d'un autre acheteur pour Caron-Ozanne mais les travailleurs ne se contenteront pas d'expédients et continueront à contrôler les conditions de réembauchage.

Y.S.

CORSE : PRENDRE

lutter contre la répression

★ Dans ses trois derniers congrès, le PSU avait souligné l'importance des problèmes posés par l'existence de minorités nationales sur le territoire, et avait approfondi à la fois les conditions qui devaient permettre à ces minorités de s'affirmer dans leur lutte pour la reconquête de leur identité, et la base de classe qu'il fallait assurer à ces luttes, afin de lui donner la dimension révolutionnaire qui est la leur.

Le manifeste du congrès de Toulouse précisait que « les minorités nationales (Bretons, Corses, Basques, Catalans, Occitans, Alsaciens, etc.) ont un rôle important à jouer dans le mouvement révolutionnaire. En effet, elles posent avec acuité la question du développement inégal, conséquence de la loi du profit. Où le capitalisme règne, il y a inévitablement colonisation et création de régions sous-développées. Ces mouvements attaquent donc le capitalisme au plus profond de ses contradictions. En ce sens, ils sont un facteur important de radicalisation (comme au Joint français). Ils sont à même de joindre dans les luttes communes ouvriers et paysans, employés et petits commerçants, hommes et femmes, jeunes et vieux. Ils contribuent donc à l'unité populaire qui pourra seule dépasser les contradictions secondaires qui la traversent. »

Les événements qui viennent de se produire en Corse justifient pleinement cette analyse. Nous reviendrons sur l'ensemble de ces questions dans *Tribune socialiste*, et dans un numéro spécial de *Critique Socialiste*, dont l'élaboration avait déjà commencé, avant même les événements d'Aleria.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est manifester activement, à travers tout l'hexagone, notre solidarité active dans la lutte contre la répression en Corse.

Ce soutien, nous sommes soucieux de l'élargir à l'ensemble du mouvement ouvrier, à la condition que cesse l'incroyable campagne du PCF et de la CGT, qui refusent non seulement de comprendre, mais en viennent — par leur activité et leurs déclarations — à s'attirer les félicitations du nouveau préfet envoyé par Poniatowski à Ajaccio...

Christian GUERCHE ■



Edmond Simeoni lors de la manifestation du 12 août.

« Isola morta » : la grève générale de lundi dernier a été un immense succès pour les autonomistes. Tous les magasins, les cafés, les restaurants, les pharmacies, les bureaux d'entreprise avaient baissé leurs rideaux. La Corse avait un visage de désolation. Pas un seul autobus, pas de micheline, l'île n'avait jamais connu une telle paralysie, même en février 1973 lors de l'affaire des boues rouges. Un silence impressionnant avait envahi l'île. Et tout le monde se tenait à l'écoute de Ghisonaccia, petite ville de la côte orientale qui avait été choisie par les organisations socio-professionnelles pour tenir une réunion d'information.

▣ Pour les milliers de personnes et les membres de la soixantaine de comités de soutien aux patriotes emprisonnés, venus de tous les coins de la Corse, c'était le premier rassemblement depuis les événements tragiques d'Aleria. La première occasion de se faire entendre, d'exprimer leur espoir et leurs désirs. Suivant le conseil de leur ancien leader Edmond Simeoni, ils avaient « laissé la colère à la maison ». Mais pas la passion. Toute la journée cette petite ville, si calme d'habitude, résonna des slogans scandés par les manifestants : « libérez les patriotes », « Ponia démission », « autonomie, autonomie ».

On attendait des discours politiques, mais les divers orateurs (FDSEA, CDJA, CFDT) ont préféré dresser le bilan catastrophique de la situation économique et sociale de la Corse : le pillage des ressources naturelles, la paupérisation et la prolétarianisation de la

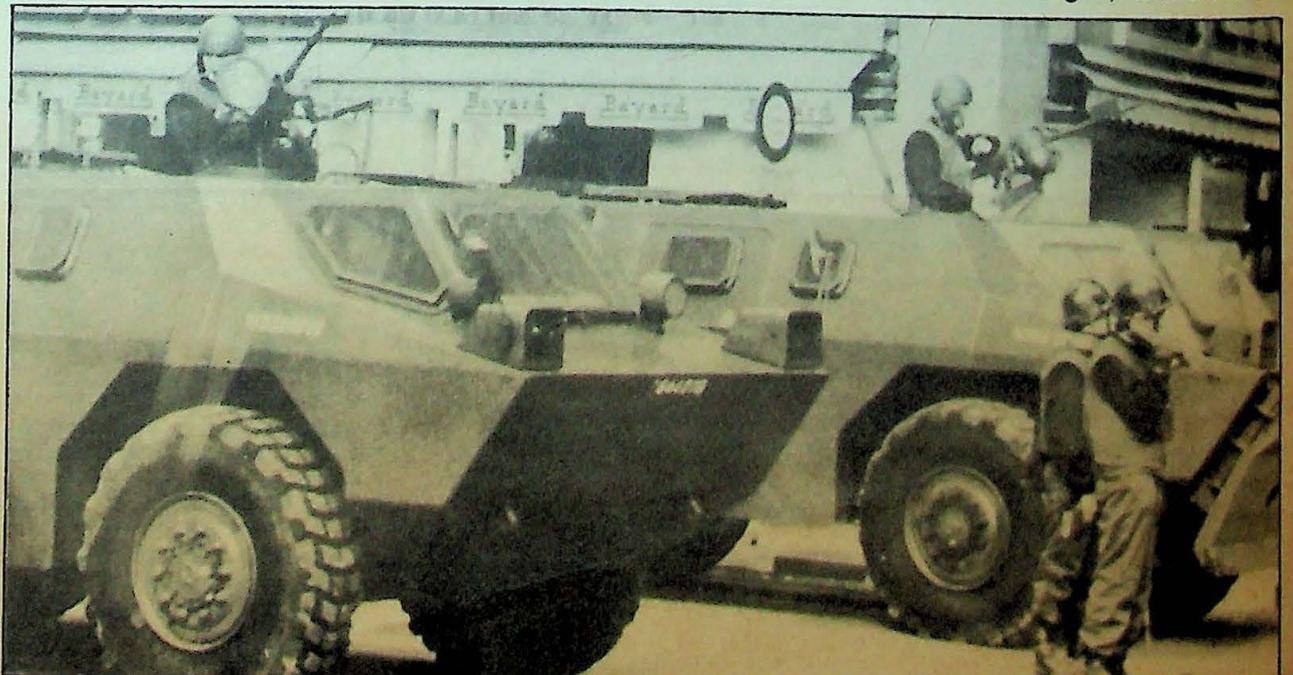
paysannerie, l'obligation pour les jeunes de quitter ce pays « pauvre », l'introduction de produits manufacturés de la métropole sur le marché local qui condamne inéluctablement l'artisanat et la petite industrie, le désintérêt total du gouvernement pour promouvoir une politique de développement par la mise en place d'une infrastructure, le chômage qui atteint le taux incroyable de 15 %, les promesses jamais tenues...

Le meeting d'Ajaccio qu'organisait le comité antirépression de l'île (CAR) fut, quant à lui, beaucoup plus politique. On y dénonça tour à tour la répression policière, l'aliénation psychologique du peuple corse, la mission Libet-Bou, les clans (les élus de la fraude) qui dominent la vie politique de la Corse. Il est vrai que le comité anti répression — qui regroupe toutes les organisations socio-professionnelles, les mouvements de jeunes et les partis

politiques de gauche, exceptés la CGT, le PCF et le MODEF — est beaucoup plus influencé par les thèses autonomistes.

Luttes nationales

« Pour comprendre la mobilisation actuelle, explique Antoine Murati, secrétaire fédéral du PSU corse mais aussi porte-parole du comité antirépression de l'île, il faut remonter assez loin dans le passé. Un véritable courant autonomiste est né il y a trois ou quatre ans et s'est développé d'une façon très régulière, surtout grâce à l'action de l'ARC (Action pour la renaissance de la Corse), mais aussi grâce à l'action des partis autonomistes de gauche, que ce soit le PPCA (Parti du peuple corse pour l'autonomie) ou le PSU corse, qui animèrent de nombreuses luttes contre le pouvoir central (la suppression du train, la lutte contre les boues rouges, l'université de



Le vrai visage du pouvoir.

EN MAINS SON DESTIN

Corte, la défense des petits exploitants, la lutte contre les clans et contre les scandales financiers, etc. A travers ces luttes, les Corses redécouvrirent qu'ils furent Corses avant d'être Français, qu'ils ont une longue et héroïque histoire, que leur prétendu pauvre dialecte est une véritable et savoureuse langue. »

Ignoré par les pouvoirs publics, condamné par les élus et les clans, le mouvement autonomiste, contraint de rejeter la voie électorale « fermée par la fraude démentielle qui sévit dans ce domaine » (E. Simeoni), n'avait plus qu'une seule solution pour se faire entendre : l'action illégale. « Mais pour entreprendre une action illégale comme celle d'Aleria, note Antoine Murati, il fallait à l'ARC, qui est le mouvement autonomiste le plus important de l'île, un certain nombre de crédits. Et ces crédits, il les a obtenus au dernier congrès de Corte (le 17 août 1975) où les dirigeants du mouvement ont testé le courant autonomiste en lui posant des questions précises. Les réponses qui leur ont été fournies par les 8 000 congressistes étaient sans équivoque : l'ARC pouvait passer à l'action ».

Ce tournant amorcé par l'ARC n'a pas fait, tant sans faut, disparaître les ambiguïtés politiques du mouvement.

L'ARC, qui s'est toujours voulu apolitique, était avant tout un mouvement nationaliste. Selon certains autonomistes de gauche, « son projet n'est que le reflet de la volonté d'une petite bourgeoisie corse qui cherche dans un pouvoir corse une protection contre l'impact du grand capital étranger sur l'île. Tout cela sans jamais modifier l'ordre social ».

La gauche absente

On ne peut nier le fait que les luttes de ces dernières années

aient eu un caractère nationaliste très marqué. Les partenaires du programme commun qui se sont toujours méfiés des autonomistes se sont la plupart du temps abstenus de participer aux luttes essentielles. Plus grave encore : le PC, en taxant l'ARC de fasciste,

s'est totalement déconsidéré aux yeux des autonomistes.

« La gauche française estime Antoine Murati a manqué de perspicacité. Elle n'a pas su apprécier la potentialité révolutionnaire de ce courant nationa-

liste. Elle n'a pas su adopter une stratégie pour influencer le mouvement. Le PSU corse de son côté, qui réfléchit sur ce problème depuis quatre ans, pense qu'il y a complémentarité entre les luttes nationales et les luttes sociales. La lutte de libération d'un peuple se fait contre l'impérialisme capitaliste de même que la libération sociale se fait contre une exploitation capitaliste. C'est donc toujours le même ennemi. »

Antoine Murati poursuit : « toute lutte à caractère national peut donc dans certaines conditions faire évoluer et donner naissance à une lutte de classe car c'est dans l'action que le peuple a l'occasion de voir concrètement les contradictions du système, contradictions qu'il lui faudra surmonter s'il veut réellement régler son problème ».

Mais, en l'absence d'un grand mouvement ouvrier organisé (le secteur secondaire en crise est squelettique), et face aux carences de la politique traditionnelle, l'intégration de la lutte du peuple corse à la lutte anticapitaliste n'est pas chose facile.

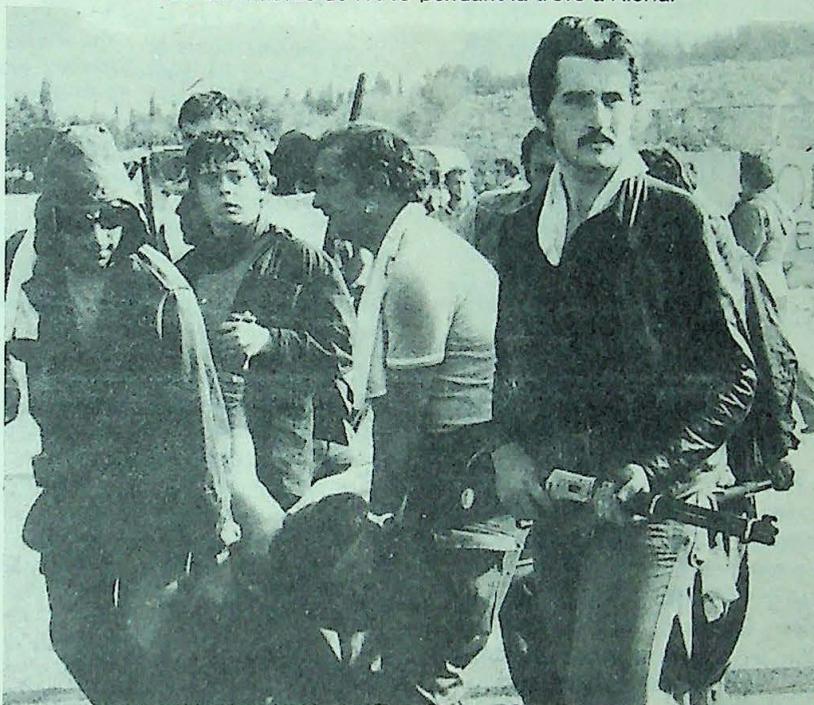
Quelles sont donc les perspectives actuelles ?

« Le comité antirépression, explique Antoine Murati, porte en lui à notre avis une véritable potentialité révolutionnaire : il a le soutien de toutes les organisations socialistes : CFTD et FO pour les syndicats, le PPCA, la LCR, le PSU corse, et le PS qui vient de rejoindre le comité sous la pression de sa base. Ces différentes organisations, si elles arrivent à s'entendre, peuvent orienter la lutte actuelle sur la contestation globale du système capitaliste. Sinon, l'extraordinaire mobilisation populaire que nous connaissons actuellement risque de disparaître, voire d'être récupérée faute d'objectifs précis ».

De notre correspondant en Corse, Martin TOUAN ■



Le commando de l'ARC pendant la trêve à Aleria.



Le P S U et les minorités nationales

— le premier élément est un véritable renouveau culturel. Certes, la remontée en surface des langues nationales mises hors la loi n'est pas révolutionnaire en soi (félibrige) mais des éléments jeunes ont fait le lien entre l'aliénation économique-sociale et politico-culturelle : c'est ainsi que la langue devient le support d'un combat révolutionnaire, avec certains poètes et chanteurs, de même que par le théâtre et certaines publications ;

— le deuxième élément qui s'affirme de jour en jour est la volonté de vivre au pays. La jeunesse souvent qualifiée refuse d'aller grossir les rangs du prolétariat déqualifié de la région parisienne ou de l'Est.

— le troisième élément enfin est l'apparition de luttes ouvrières et paysannes, parfois même leur conjonction, qui à partir de revendications traditionnelles souvent, débouchent sur une remise en cause du colonialisme intérieur et de l'Etat centralisateur (...)

Le PSU soutient toutes les luttes populaires contre l'oppression de l'Etat bourgeois centraliste (...).

L'action des militants révolutionnaires doit contribuer à inscrire ces luttes dans le cadre de la lutte des classes. La stratégie ne saurait être autre qu'une stratégie de classe. Le combat contre cette forme de domination impérialiste doit être mené non pas dans une perspective nationaliste, qui ne servirait que les intérêts des bourgeoisies locales, et dévierait la lutte populaire dans une impasse, mais dans une perspective révolutionnaire.

Le développement de ces luttes s'inscrit très précisément dans les propositions que le PSU fait pour un socialisme autogestionnaire. Celui-ci ne saurait devenir une réalité dans l'hexagone que si précisément, il a commencé par prendre en charge dans leur totalité les problèmes posés par l'existence de minorités nationales.

Extrait du manifeste de Toulouse du PSU (décembre 1972)



Changer le travail ?

Paris, le 27 août 1975

Lettre ouverte

Monsieur le Président,

Nos professions du textile, de l'habillement, du cuir et des blanchisseries regroupent des travailleurs et travailleuses victimes des plus grandes inégalités et discriminations. Pour nous, il ne s'agit pas de discours, mais d'une dure réalité : bas salaires, disparités de plus de 20 % avec les autres professions, discriminations encore accentuées pour les femmes, chômage partiel ou total, dures conditions de travail aggravées notamment par le travail répétitif, parcellaire et intensif, salaire variable en fonction du rendement, discipline quasi militaire et répression antisyndicale dans les entreprises.

Les conditions de travail sont source d'inégalités criantes. Il y a une différence révoltante entre la vie d'une ouvrière de production et celle d'un directeur ou homme d'affaire (...).

Les différences de salaires sont énormes, mais les avantages liés à la fonction le sont aussi.

D'après l'INSEE, 32 % des salariés de l'ensemble des professions gagnaient moins de 1 500 F nets en 1974. Pour nos industries, ils étaient 74 % dans les blanchisseries et l'habillement, 63 % dans la chaussure, 60 % dans les cuirs, 51 % dans le textile (...).

Si une certaine hiérarchie des salaires est acceptée, il est injuste qu'en cas de maladie, le salaire d'un ouvrier soit maintenu seulement un mois ou même pas du tout et que le salaire d'un cadre supérieur soit payé pendant 6 mois et plus (...).

Il est inadmissible qu'il existe encore de nombreux secteurs où il n'y a ni mensualisation, ni convention collective ; les travailleurs et travailleuses des blanchisseries et des teintureries sont dans cette situation. Les patrons s'y opposent et le ministre du Travail ne donne aucune suite à nos nombreuses demandes.

Nous vous demandons que vos déclarations d'intention se traduisent par des décisions concrètes pour les travailleurs de nos professions et nous vous précisons nos revendications qui, si elles étaient satisfaites, revaloriseraient la condition des travailleurs manuels.

● SALAIRES :

- Revalorisation importante des bas salaires, SMIC à 1 700 F nets,
- Rattrapage des salaires avec les autres professions,
- Suppression de la discrimination et des disparités entre les emplois et les salaires féminins et masculins,
- Revalorisation de l'ensemble des classifications ouvrières,
- Une convention collective nationale pour les travailleurs des blanchisseries, des teintureries et des pressings,
- Un véritable statut unique de l'ouvrier au cadre accordant les mêmes garanties à toutes les catégories, avec l'ouverture des droits dès l'embauche.

● CONDITIONS DE TRAVAIL :

- Suppression du salaire lié au rendement remplacé par un salaire fixe et garanti chaque mois,
- Allègement des charges de travail,
- Transformation de tous les postes insalubres ou dangereux pour la santé,
- Suppression du travail de nuit et des feux continus et, en priorité, sa non extension,
- Réduction prioritaire du temps de travail pour les postés pour la mise en place de la 5ème équipe,
- Retraite à 60 ans, 55 ans pour les femmes et pour tous ceux soumis aux travaux pénibles : postés, rendement.

● EMPLOI ET DUREE DU TRAVAIL :

- La garantie collective de l'emploi et des salaires,
- En cas de chômage, garantie du salaire réel sur la base de 40 H,
- Pas de suppression d'emplois sans création sur place d'un nombre équivalent d'emplois avec maintien des avantages acquis,
- Une formation professionnelle adaptée permettant d'accéder à d'autres activités.

● LIBERTES SYNDICALES :

- La réintégration des travailleurs et militants licenciés pour activités syndicales,
- 12 heures payées par an pour information syndicale sur le temps de travail pour tous les travailleurs,
- La libre diffusion de la presse syndicale sur les lieux de travail,
- Crédit d'heures pour la section syndicale d'entreprise,
- Respect et extension des libertés syndicales dans les entreprises.

La revalorisation du travail manuel et la diminution des disparités passent par la satisfaction de ces revendications concrètes et c'est sur les faits et non sur les déclarations d'intention que les travailleurs jugeront.

Roger TOUTAIN, secrétaire général
de la fédération HACUITEX - CFDT ■

Les ouvrières d'Everwear à St-Quentin occupant leur usine.



* Que faire des promesses ? En juillet, Giscard d'Estaing s'était « penché » sur la condition ouvrière. Dans un discours, « notre cher président » a souligné toute l'importance qu'il attache à la revalorisation du travail manuel. Irions-nous grâce à nos gouvernants vers la fin de la fameuse contradiction travail manuel — travail intellectuel ? Vers la grande réconciliation sociale chère à tous ceux que le terme « lutte de classe » effarouche ? Vers de belles usines toutes propres où on produirait en appuyant sur des boutons, en lisant de chouettes bandes dessinées ou en parlant de choses intéressantes ?

On peut rêver, mais les mots passent. Seuls les actes comptent. Giscard d'Estaing et les pondeurs de ses discours cherchent surtout à continuer leur offensive idéologique pour rassurer, pour empêcher la marmite d'exploser. Mais il ne suffit pas de dire : c'est de la blague, de la poudre aux yeux ! Il faut aussi faire connaître à notre cher président et à l'opinion ce que, dès aujourd'hui, la revalorisation du travail manuel pourrait signifier.

Partout, on se bat avec les cadences, avec de plus — comme à Rhône-Poulenc — la perspective de ne toucher que trente six heures de salaire horaire par semaine pour la même charge de travail. Nos capitalistes nationaux et internationaux cherchent ailleurs qu'en France de la main-d'œuvre bon marché. La fédération Hacuitex CFDT le sait bien, car le chômage atteint le textile en premier lieu. Boussac figure récemment au palmarès. Achèterait-on moins de fringues en France ? Non ! Mais les petites filles de Singapour et de Macao travaillent aux cadences pour moins cher que les filles du Nord. C'est un exemple. Alors on largue.

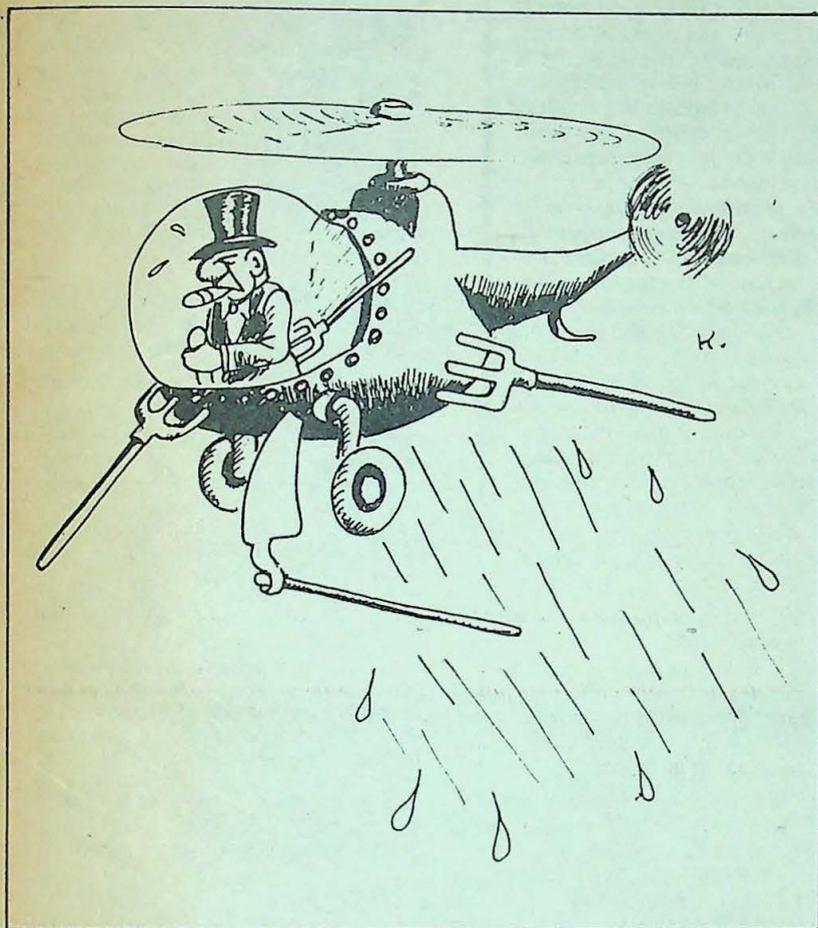
Pour ceux qui travaillent, la vie reste la même. C'est pour eux, M. Giscard d'Estaing, que la fédération Hacuitex vous a envoyé une lettre ouverte où elle explique ce que la revalorisation du travail manuel signifie concrètement, tout de suite. Comme le Parisien Libéré ou le Figaro, vos journaux favoris, n'en parleront pas, TS en publie les extraits les plus importants.

Yves SPARFEL ■



Echec aux défoliants

La colère qui s'est manifestée dans l'après-midi d'un jeudi d'août couvrait depuis plusieurs années chez les habitants de Vicq, Damrémont, Coiffy-le-Bas, Laneuveville. Elle est celle de toutes les régions qui voient mourir leurs forêts...



Car le produit est dangereux : en 1970, une mise en garde du ministère de l'Agriculture contre le débroussaillage chimique avait été adressée aux préfets, directions départementales de l'agriculture, services régionaux d'aménagements forestiers. Et cette circulaire recommande une extrême prudence dans les dosages et le mode d'emploi. Le fabricant du produit lui-même décline toute responsabilité sur les conséquences de l'emploi de son produit. Prudence ! On fabrique du poison, mais si certains sont empoisonnés, ce sera la faute du lampiste qui pilote l'hélicoptère.

Une jeune estivante originaire de Vicq apprend ce prochain « défoliage ». Elle rédige une pétition contre l'opération et fait le porte à porte. Tous les habitants signent sauf quatre, dont un manoeuvre employé par M. Servanton et son garde particulier. Le 13 août au soir, elle porte la pétition à la préfecture. Le 14 août au matin, un « technicien » vient informer le maire de Vicq que l'opération aura lieu l'après-midi vers 15 heures. Pressant le danger, l'entreprise a voulu prendre les « meneurs » de vitesse. Mais sa hâte produit l'effet inverse à celui escompté : « On se fout de notre gueule ! » pensent les signataires de la pétition. Les trois autres maires sont alertés. Et l'appariteur municipal, requis par le maire, passe dans le village pour inviter les habitants à manifester sur place leur opposition.

Spontané, vigoureux, payant...

Vers 14 heures, un journaliste arrive sur la place du village où les premiers manifestants se rassem-

blent : il annonce qu'il vient de voir l'hélicoptère et les camions-citernes. En quelques secondes, les cloches se mettent à sonner, comme par enchantement. Bientôt une file de voitures grimpe en haut de la colline. Des manifestants arrivent des trois autres villages, maires en tête. Rapidement, au moins 150 personnes sont rassemblées près de l'hélicoptère. Interdiction de décoller est donnée par le maire de Vicq à l'hélicoptère ; suivent quelques violences verbales de part et d'autre ; et malgré l'intervention du capitaine de gendarmerie, l'engin ne peut décoller qu'après 18 heures... pour repartir chez lui.

Le 26 août, après une tentative d'intimidation des maires par la préfecture et ses services, l'hélicoptère est revenu, appuyé par la gendarmerie de tout l'arrondissement, capitaine en tête. Cette fois c'est le vent qui est venu au secours de la trentaine de manifestants irréductibles (dont trois maires) : l'engin a dû repartir une nouvelle fois.

Ainsi, la réaction spontanée et vigoureuse des habitants d'une campagne verdoyante et encore peu polluée fut payante : les journaux régionaux et même nationaux, les radios, la télé, ont porté l'affaire à la connaissance de beaucoup de monde. Le mur de silence a été abattu, tout au moins provisoirement, et le maire de Vicq a reçu des félicitations et des encouragements de citoyens. Le vœu le plus fervent des manifestants est que leur exemple soit suivi partout où l'intérêt financier de quelques uns veut passer avant la santé de toute une population.

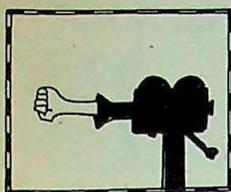
René HENRY ■

On planta des épicéas : l'Etat accorde de substantielles subventions pour le reboisement en résineux ; et puis il exonère pendant trente ans le propriétaire de ses impôts fonciers. Exonération très « généreuse » de la part de l'Etat, puisque ces impôts fonciers reviennent aux communes et au département dont les ressources se trouvent donc diminuées d'autant.

« Nous déclinons toute responsabilité... »

Les maires des quatre communes venaient justement de recevoir l'avis d'exonération pour ce « modeste » propriétaire quand le maire de Vicq a été prévenu, le 9 août, par la sous-préfecture, qu'une pulvérisation de produit défoliant serait faite par hélicoptère, entre le 10 août et le 7 septembre : la végétation naturelle de chênes, hêtres... reprenait en effet ses droits sur les terres en question. On a su quelques jours plus tard que seul le maire en avait été informé. On comprend facilement pourquoi : il faut donner le moins de publicité possible à l'opération, tout en étant censé avoir prévenu les riverains (en cas de « bavures » en cours d'opérations).

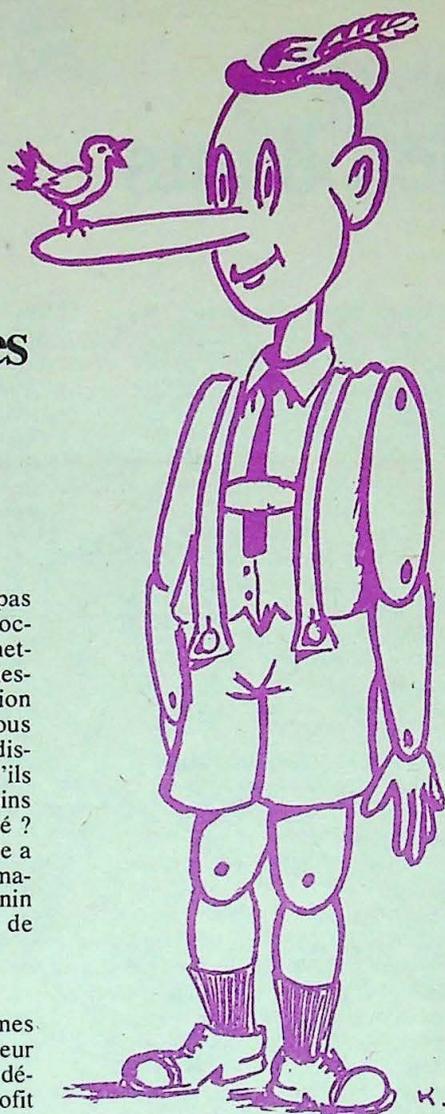




Les aventures de Pinocchio

◆ A qui de nous n'a-t-on pas raconté l'histoire de Pinocchio ? Et nous la retransmettons à nos enfants. Nous sommes nous avisés que, sauf exception (*Alice au pays des Merveilles*), tous ces contes s'inscrivent dans le dispositif du dressage social et qu'ils enfoncent dans la tête des chérubins la dure loi du principe de réalité ? Une savante et savoureuse étude a par exemple mis en lumière les images des rôles masculin-féminin transmises par les Contes de Perrault.

Tout en restant fidèle aux thèmes et personnages de Collodi, l'auteur de *Pinocchio*, Comencini, en a détourné la signification au profit d'une parabole pédagogique, qui constitue un éloge de la liberté, avec tous ses risques. Son film, condensé d'un feuilleton TV, présente beaucoup des qualités d'un cinéma populaire authentique : non infantile, mais si on veut, « enfantin », il ne manifeste pas ce mépris du public habituel à ce genre de production. Il se laisse lire à plusieurs niveaux : les enfants aimeront les aventures de l'affreux jojo; les autres apprécieront les multiples allusions à l'école, la justice, la famille, l'éducation. Il suffit de jouer le jeu pour entrer dans l'univers à la fois réaliste et poétique de Comencini. Et quelle bonne idée d'avoir choisi Gina Lollobrigida pour incarner la Fée et la Mama !



Un chantage sentimental

La trame originale est simple. Sculptée par le brave menuisier Geppetto, Pinocchio est une marionnette à qui une fée donne vie, sous la condition que le garçonnet redevienne de bois chaque fois qu'il aura mal agi. Comme dans beaucoup des grands romans européens d'initiation, le héros accède à son essence à travers une série d'épreuves qui le transforment en ce qu'il doit devenir.

Mais, chez Comencini, rien n'arrive à transformer la soif de liberté, assumée jusque dans ses errements, du petit rebelle; ainsi de la très belle scène où l'on voit Pinocchio devenu bon élève pour faire plaisir à la fée, se révolter soudain et — refusant de devenir un « mouton » — suivre son voyou de copain sur les routes. Il transgresse ainsi le leitmotiv de la « bonne » fée : « Qui ne travaille pas ne mange pas, et finit à l'hôpital ou en prison ». Ce qui a un sens très précis dans l'Italie rurale misérable évoqué par Comencini en quelques très belles scènes.

L'instance répressive est donc la Fée, qui sous ses aspects doux-doux, est en réalité une image de la Mauvaise Mère : elle monnaie son amour, il faut le mériter au prix de la castration (redevenant un bon petit, Pinocchio voit son nez reprendre des dimensions normales !). En fait, elle pratique constamment le plus odieux chantage sentimental. Le menuisier (qui, malgré son travail, ne mange pas souvent), dispense au contraire un amour gratuit sur lequel Pinocchio sait pouvoir compter malgré toutes ses frasques. Quand on vient de lire *Les mots pour le lire*, de Marie Cardinal (c'est largement l'histoire d'une mère rendant sa fille folle), on s'aperçoit que le propos de Comencini va plus loin qu'il n'y paraît. Le chantage sentimental n'est-il pas un des principaux moyens des systèmes d'éducation formellement non-autoritaires ?

L'image de la Loi étant incarnée par la Fée, Geppetto serait à l'inverse une instance maternante, castratrice aussi à sa manière. Réfugié dans le ventre de la baleine, où il s'est aménagé une petite vie sans histoire, il voudrait que Pinocchio reste toujours avec lui. Mais là encore, le pantin devenu petit homme sans l'avoir « mérité » affirme son vouloir-vivre. Il entraîne son père hors de ce ventre trop confortable pour affronter le vrai monde de la pauvreté, les voleurs, les flics, les juges. Il est prêt à payer la liberté de son prix : la lutte.

J.F. HEROUARD ■

Les galettes sont moisies

■ A Pont-Aven dans le Finistère-sud on vend des galettes, très bonnes ; il y a des chemins de terre bordés de genêts, et la mer qui ronronne au bas des roches, et dans le calme du soir le bruit des bateaux qui rentrent ou sortent au rythme de la marée. Au milieu de ces maisons basses, Paul Gauguin vint même un jour peindre et jeter les traits de ce qui allait devenir « l'Ecole de Pont-Aven ».

Aujourd'hui on vend *Les Galettes de Pont-Aven* : celles du film de Joël Seria. Au bout de longues files d'attente.

C'est un portrait : il s'appelle Henri Serin, « comme un serin ». Il vend des parapluies. Des beaux, en couleurs, des noirs tout raides. Il entre dans les boutiques, de parapluies bien entendu, des jolies, des « tardes ouvertes » comme celle tenue par Andréa Ferreol belle comme les couleurs d'une ombrelle (là où l'on reste dîner et pourquoi pas dormir), et des toutes grises où Madame n'est pas là : « je ne peux rien décider sans elle, n'est-ce-pas ?... ». Il débite son boniment sans se faire d'illusions. Et il repart, dîne et dort dans des hôtels froids et monotones, il s'ennuie. Faut bien faire bouffer la famille. Mais il peint le coquin, et, entre sa valise-parapluies et son sac de voyage, il range ses toiles pour tel ou tel client.

Une nuit il trouve un sanglier sur sa route, qu'il écrase. La panne, la poisse, le garage : quinze jours pour réparer. Il charge valise, bagages, toiles et pinceaux et s'en va dans le pays.

Il bute sur Emile, un peintre professionnel, pour le fric. Et sur une jolie québécoise dont le cul le fascine. Littéralement. Angela veut quitter Emile et partir. Ils partent ; lui, plante chevalet et pinceaux sur les rives bretonnes, en laissant moisir les parapluies. Il sourit, il rit, il est heureux, il peint. Mais elle part.

Un film drôle ? Non, un drôle de film et tenu à bout de bras par un Jean-Pierre Marielle stupéfiant. Comme dans cette scène à faire frémir de chagrin : Henri Serin peint, ivre, la lande, et soudain son pinceau dessine le cul de la femme qu'il aimait. Sur la lande et sur la toile. Oh non, ce n'est pas seulement une histoire de jolies fesses, lorsqu'il tombe sur l'herbe c'est juste un homme désespéré qui cherche et finit par s'encadrer le visage sur sa toile et s'écrouler, immobile parce que, comme il dit « Je l'ai dans la tête, je l'ai dans la tête ». Mais le dire, l'exprimer. Comment ? Oui on rit, jaune, très jaune.

Seria avait quelque chose à dire, il l'a dit avec de la pellicule et une Bretagne de cartes postales : la vie, la recherche de l'absolu, du bonheur, du « bien dans sa peau ». On le dit comme on peut, tous les jours. Partout.

Marie-Françoise CHAILLEUX ■

P.S.U. - Documentation

N° 86 /87 /88 Le chômage sous produit du capitalisme F. 6.00
 N° 89 /90 /91 Militer contre le militarisme fascicule 1 F. 6.00
 N° 92 /93 Une section du P.S.U. à PARIS F. 4.00
 N° 94 /95 Militer contre le militarisme fascicule 2 F. 4.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
 N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
 N° 26 Rosa Luxembourg 1.00

N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
 N° 42, 43, 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
 N° 51 Le recrutement 1.00
 N° 52, 53, 54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
 N° 56, 57 Sionisme et libération 4.00
 N° 67, 68, 69 Capitalisme et consommation 4.00
 N° 70, 71, 72 Coopération du néo-colonialisme 4.00
 N° 75, 76, 77 Le PSU Dossier d'Accueil 4.00
 N° 78, 79 Sur la Question agraire 3.00
 N° 80, 81, 82, 83, 84 PORTUGAL en lutte 6.00
 N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 2.00
 Abonnement : 20 N° F 30.00

A adresser à :

Editions Syros
 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris



La potion du « Dr Miracle »

A qui douterait encore de l'intention de l'impérialisme américain de faire d'Israël un relai de son influence au Moyen Orient, les « xièmes » navettes Alexandre - Tel Aviv du « Dr Miracle-Kissinger » devraient définitivement ouvrir les yeux.

◆ L'accord de désengagement au Sinaï, quels que soient ses résultats — limités certes, mais lourds de conséquences pour la suite de l'histoire au Moyen Orient — appelle trois remarques et « révèle » trois vérités que les militants anti-impérialistes doivent regarder en face.

le dosage de l'aide US

D'abord, la crise économique en Israël ne permet pas au sionisme de survivre sans l'appui massif de l'aide américaine, mais

Dans ces conditions, on comprend mieux l'intérêt que représente l'appui des Etats-Unis pour le sionisme. Ceux-ci ne peuvent faillir à leur tâche de pourvoyeur d'argent et d'armes (Israël a demandé 2 milliards 800 millions de dollars d'aide économique et militaire, plus une allocation annuelle de 350 millions de dollars en compensation de la perte des champs pétrolifères d'Abou-Rodeiss, et la participation financière américaine à la construction d'une nouvelle ligne de défense dans le Sinaï).

Cette aide, Kissinger espère sans doute la « doser » en fon-

paré israélo-égyptien pèseront lourd sur le dos des Syriens, des Palestiniens, du peuple égyptien et de son armée, et provoqueront sans doute un sursaut de l'unité arabe menacée.

Déjà Damas et Amann se rapprochent et créent un commandement politique unifié. On peut être assuré que la pression US se fera encore plus forte sur la Syrie, une fois que l'Egypte aura été mise hors circuit par la conclusion d'un règlement partiel. Dès le 17 août, Nayef Hawathmé (Front Démocratique) dénonçait dans sa déclaration de Saïda « une série de concessions faites aux dépens du peuple égyptien ». Il ajoutait : « Le conflit sera alors complètement gelé jusqu'en 1977, ce qui laissera le temps de liquider la révolution, de frapper le mouvement nationaliste arabe et de donner au roi Hussein l'occasion de liquider le problème palestinien en réalisant son projet de royaume arabe uni ». Tels sont bien les buts de la diplomatie impérialiste. Même un homme aussi modéré que Nabil Shaat, directeur du centre de planification de l'OLP, n'écarterait pas, dès juin dernier, l'éventualité d'une cinquième guerre, ce qui ne veut pas dire, précisait-il, que « les parties officielles arabes et à leur tête la République arabe d'Egypte, n'essaient pas d'obtenir tout ce qui peut être obtenu par l'action politique... ». Pour le cas qui nous occupe, cette action politique prend une « attitude capitularde » fustigée par Yasser Arafat et par la Résistance unanime chez « certains milieux dirigeants arabes » grâce auxquels « l'impérialisme américain a déjà marqué des points ». Si l'accord envisagé ne tient pas compte des décisions du sommet arabe de Rabat sur l'unité et la solidarité arabes face à l'ennemi, Arafat prévoit « des bouleversements fondamentaux dans les milieux officiels et dans la population ». Voilà Sadate averti.

une paix séparée

Troisième remarque : dans la phase difficile qui lui est imposée, la Résistance Palestinienne appelle à la constitution d'un front arabe « pour mettre en échec le complot américain ». Elle réitère sa proposition d'une « solution politique » globale et révolutionnaire, seule issue au conflit du Moyen Orient.

Yasser Arafat l'a souligné : les Palestiniens ne sauraient accepter des conditions politiques qui porteraient directement ou indirectement atteinte aux intérêts de la Révolution Palestinienne. Puisque les Etats-Unis « comptent sur Israël pour détruire la révolution palestinienne ou pour le moins la paralyser », c'est contre le sionisme, relai de l'impérialisme, que se battent et se battront les masses palestiniennes opprimées ou expulsées de leur patrie, et c'est en se ralliant à cette lutte révolutionnaire que les masses israéliennes pourront se

libérer de l'impérialisme qui se sert d'elles, et du sionisme qui les aveugle sur leurs véritables intérêts.

D'une paix séparée basée sur des compensations réciproques entre Egypte et Israël, il ne peut sortir rien de bon pour la paix tout court, parce que le désengagement territorial du Dr Kissinger ressemble trop à une anesthésie locale destinée à endormir le patient pour mieux l'opérer... au bénéfice du chirurgien ! On peut faire confiance au docteur, pour en proposer — après la première opération — une deuxième... et ainsi de suite, avec l'appui d'une partie des bourgeoisies nationales de la région.

Contre cette voie impérialiste, la voie choisie par la résistance palestinienne est conforme aux véritables intérêts des peuples arabes : c'est la solution politique qui comporte le retrait d'Israël de tous les territoires occupés et l'établissement de l'Etat démocratique palestinien sur toute la terre de Palestine. Il n'y a pas de troisième voie possible et concevable pour un anti-impérialiste. La stratégie israélo-américaine ne tient aucun compte du peuple palestinien et de ses droits nationaux. Elle vise à un nouveau partage de la Palestine, avec le maintien d'Israël sioniste, la création d'une Palestine jordanisée qui n'aurait rien à voir avec la revendication de l'OLP sur toute parcelle de territoire arraché à l'ennemi. Bref, une fois de plus, l'impérialisme cherche un arrangement par dessus la tête des Palestiniens combattants, l'OLP. L'arbre des négociations Sadate-Rabin par Kissinger interposé ne doit pas nous cacher la forêt — à savoir l'incompatibilité totale entre sionisme et libération palestinienne.

André LAUDOUEZ ■

Principales clauses de l'accord sur le Sinaï

Les Israéliens se retirent des cols de Mitla et de Ciddi et des puits de pétrole d'Abou-Rodeiss.

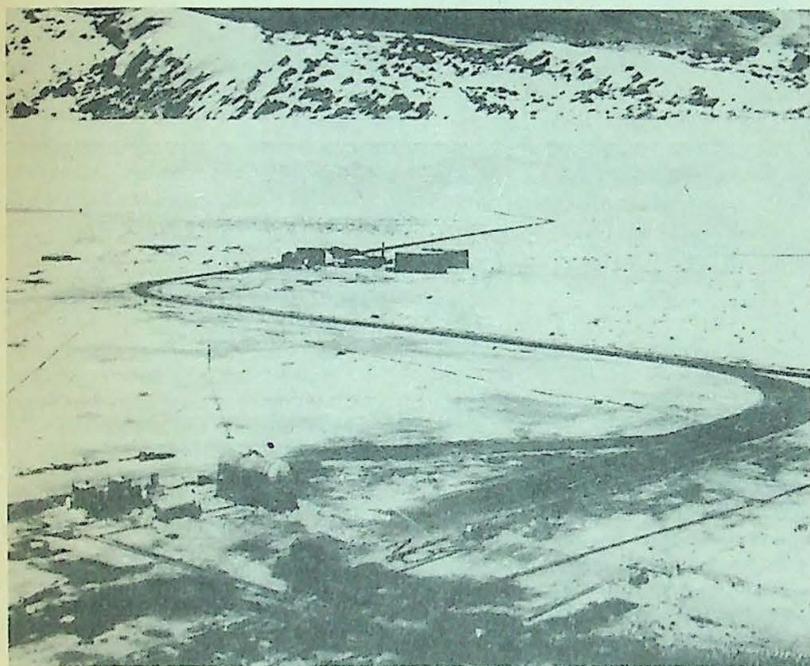
Les Egyptiens s'engagent à ne pas faire acte de belligérance contre Israël et à permettre aux marchandises israéliennes d'emprunter le canal de Suez.

Sur le terrain, des techniciens civils américains superviseront le système de détection des vols.

Les deux parties s'engagent à régler leur conflit par des moyens pacifiques. L'Egypte renonce à exercer un blocus militaire.

Les USA accordent à Israël une aide économique de 2,4 milliards de dollars, la garantie de l'approvisionnement en pétrole, une assistance technique pour la construction de deux grands réservoirs dans le Néguev, la fourniture de matériel militaire.

Les USA laissent à Israël la liberté d'agir à sa guise en cas de violation de l'accord par l'Egypte et, réaffirment leur refus de reconnaître l'OLP. ■



Dans le Sinaï, une partie des installations pétrolières d'Abou Rodeiss.

celle-ci ne pourrait sauver Israël que si ce dernier renonçait à ses visées expansionnistes.

On estime que, pour 1974-1975, la balance israélienne des paiements atteindra un déficit de 3,6 milliards de dollars. La dette extérieure se monte déjà à 6 milliards, les réserves de devises diminuent depuis le début de 1974 de 75 millions de dollars par mois environ. Des secteurs importants, tels le tissage et la taille du diamant, sont atteints par la crise. Des usines ferment. L'inflation, aggravée par la dévaluation en novembre dernier de la livre israélienne, s'élève à 40 % en un an. La ménagère israélienne voit les produits de base (sucre, riz, produits laitiers, viande) augmenter dangereusement (hausse allant de 50 à 300 %). L'aide financière « privée » provenant de l'extérieur, elle, est en baisse : en 1974, l'Appel Juif Unifié aux Etats-Unis n'a pu réunir que 220 millions de dollars contre 478 l'année précédente. Côté immigration, il convient de noter — contre-coup des difficultés internes — une diminution de 46 % du nombre d'immigrants en 1974 par rapport à 1973.

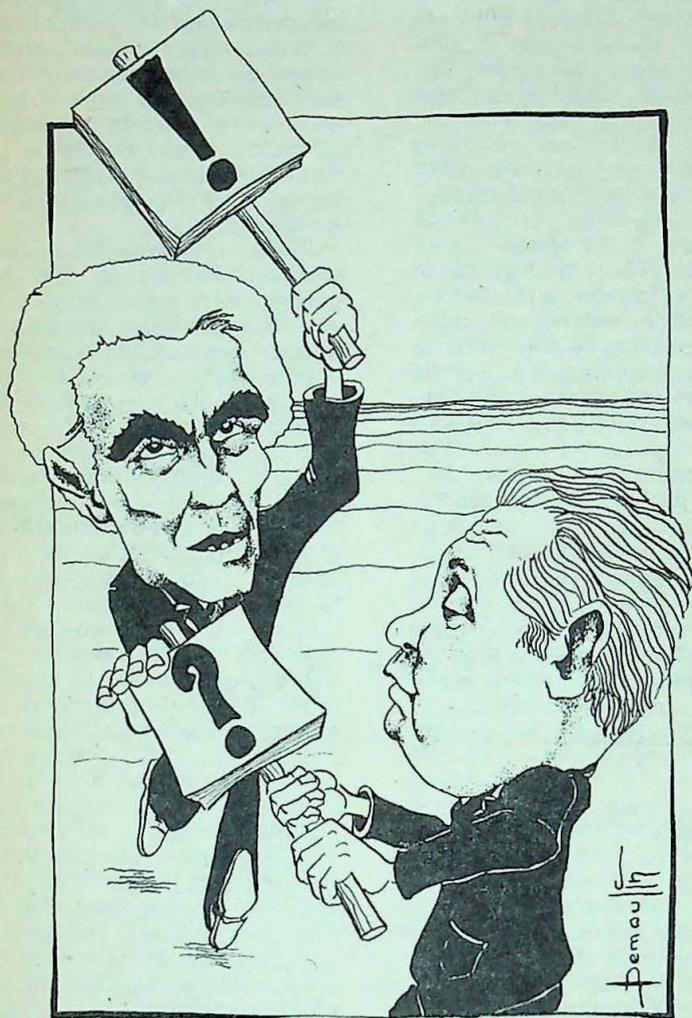
tion du comportement des dirigeants sionistes plus ou moins favorables à une plus ou moins grande mise en sourdine de leur politique expansionniste. « Geler » durant un temps la situation et faire ensuite d'autres « petits pas », telle est la thèse officielle. En réalité — et on retrouve là les données, proprement politiques, de l'entité sioniste en état de crise structurelle — le sionisme ne peut pas s'empêcher, sous peine de disparaître, de jouer son rôle de bastion de l'impérialisme américain au Moyen Orient, bastion-fer de lance dirigé contre les masses arabes. Il s'agit de briser l'effort d'unification qui se manifeste périodiquement dans le monde arabe, de saper les régimes progressistes de la région, qui constituent un danger plus ou moins important pour les intérêts impérialistes, de semer la zizanie dans les rangs arabes, pour les détourner des vraies urgences, de maintenir ouverts les robinets du pétrole, de s'opposer à l'influence soviétique.

encore plus fort

Deuxième remarque : les conséquences d'un accord sé-

autopsie d'une crise

Nous suivons avec attention l'évolution de la situation au Portugal qui est particulièrement mouvante. François Desmoulin présente ici son récit et son analyse des événements récents. Dans les semaines qui viennent, TS reviendra sur ce débat fondamental.



La confrontation qui a abouti à la division du MFA, s'est jusqu'à maintenant déroulée par documents interposés, comme un « round d'observation ». Personne n'a voulu prendre le risque de la traduire sur le terrain militaire.

Ce qui limite le plus gravement la portée de ce débat, c'est l'absence des masses : l'affrontement se déroule au sommet ; tout au plus parvient-il jusqu'aux casernes. Dans ce contexte, parler de pouvoir populaire comme d'une alternative immédiatement praticable, et proposer la dissolution de l'assemblée constituante paraît singulièrement irresponsable. C'est ouvrir la voie à un affrontement perdu d'avance, au mieux donner un chèque en blanc à l'aile progressiste de l'armée.

L'échec du rapprochement Otelo-Antunes, qui avait pu apparaître comme la seule alternative en mesure d'éviter une rupture irréversible dans le MFA, n'a fait que renforcer les positions du PCP. Celui-ci, profitant des divers atermoiements et entraînant pour un temps l'extrême-gauche dans son sillage, a continué sa politique d'infiltration pour s'emparer des leviers de commande.

Mais reprenons les faits : le document Antunes, publié le 7 août, et présenté dans les casernes, a reçu une majorité de suffrages et permis au PS de tenter de se réinsérer dans la dialectique interne du MFA. Mais il est vite devenu pour certains l'occasion d'un regroupement pour un pronunciamento de droite.

Les militants de l'ex-MES (comme Samparo ou C. Oliveira), tous démissionnaires du quatrième gouvernement, bien qu'appuyant ce texte, lui ont reproché d'avoir fourni l'occasion de toutes ces manœuvres et d'avoir plus compté pour ce qu'il tait que pour ce qu'il mentionne.

Alors que tout le monde s'attendait à une rupture irréversible, Vasco Lourenço, clé du document Antunes, a réussi à rétablir les ponts avec Carvalho qui s'appuyait alors sur l'autocritique du COPCON (13 août), fortement inspirée par Carlo Antunes, leader du PRP-BR, et par le capitaine Tome, de la police militaire, proche du MES. Ce document ne faisait pas allusion à l'assemblée constituante, parlait uniquement du pouvoir populaire, accusait la direction socialiste d'actions contre-révolutionnaires, critiquait violemment le document des « neuf »

mais prenait aussi parti contre la politique d'infiltration du PCP.

Celui-ci a semblé, au travers du discours d'Alvaro Cunhal le 14 août, amorcer une autocritique et accepter le « redimensionnement » de sa place dont les premiers effets seraient la liquidation du gouvernement Gonçalves et la disparition de la cinquième division de l'état-major.

La réaction de masse antifasciste aux attaques des sièges du PC et des autres organisations de gauche a été longue à venir. L'intersyndicale a fini par appeler à une grève générale d'une demi-heure pour le 19 août. Celle-ci sera dénoncée par de nombreux syndicats, surtout dans le tertiaire, contrôlés par une alliance PS-MRPP. Finalement, elle ne fut suivie que par les ouvriers des grandes entreprises de la périphérie de Lisbonne. L'échec de cette grève a été en fait un coup porté à l'ensemble du mouvement ouvrier, même s'il s'agissait pour certains de dénoncer l'attitude antidémocratique du PCP.

Dans ce climat d'incertitude, l'extrême-gauche a alors convoqué une manifestation de soutien au document du COPCON le 22 août, à laquelle le PC s'est rallié inextrémis. Cinquante mille personnes ont défilé, formant la manifestation la plus importante à Lisbonne depuis le 1er mai.

Immédiatement après, Alvaro Cunhal tenait une conférence de presse qui confirmait le revirement tactique du PCP. Il affirmait que la révolution était en danger parce que les forces armées étaient divisées et pouvaient devenir un instrument de la contre-révolution.

Forte de la manifestation de Lisbonne, la gauche s'est opposée à la constitution d'un nouveau gouvernement. Ce qui se jouait alors, c'était le contrôle de l'armée. Toute la gauche craignait que le projet de restructuration de l'armée sous le contrôle de la hiérarchie, qu'envisageait un compromis Antunes-Otelo de Carvalho, ne soit l'occasion pour l'aile la plus conservatrice de reprendre le contrôle de l'armée.

Finalement les officiers du COPCON ont rejeté le compromis élaboré avec Antunes et regagné « le front gonalviste ».

Sous l'impulsion semble-t-il de la cinquième division, un communiqué de Costa Gomes remettant la solution entre les mains du conseil de la révolution et demandant au gouvernement Gonçalves d'expédier les affaires courantes, s'est transformé en déclaration de soutien : l'aile décisive de l'armée avait penché en faveur de Gonçalves.

Ce coup de théâtre devait prélever à la constitution d'un front uni du PC-MDP et de l'extrême-gauche (MES, PRP-BR, LUAR, FSP, LCI...).

Le choix entre les deux projets n'était que partie remise, mais le recours à la force avait été évité.

Le nouveau front révolutionnaire organisa le 27 août une manifestation qui regroupait 50 000 personnes. Mais ce front n'était guère représentatif et n'existait pas en dehors de Lisbonne. Aussi, rien ne semblait mesurer de résoudre la crise.

L'assemblée du MFA, convoquée pour vendredi, n'était pas reconnue par Antunes. L'espoir était tenu de trouver la voie d'un compromis entre le PCP et Antunes, seule solution pour éviter un affrontement.

Le PCP a alors appelé à la constitution d'un front commun de toutes les organisations, à l'exclusion du PPD centriste, pour s'opposer au danger de droite. Mais finalement tout le monde semblait assez satisfait du remplacement de Gonçalves par l'amiral Pinheiro de Azevedo.

Les « neuf », en faisant du nord leur base d'appui, auraient permis l'infiltration des éléments de l'ELP stationnés en Espagne et se seraient trouvés en position de devoir déloger Gonçalves de la capitale.

La nomination de Gonçalves comme chef d'état-major ne correspondait cependant pas à l'évolution du rapport de force dans l'armée et dans le pays. Par ailleurs, la proposition de front large avancée par le PCP et relancée depuis la nomination d'Azevedo a été très mal accueillie par l'extrême-gauche, pour qui il n'y a pas d'intermédiaire : ou la social-démocratie gagne, et avec elle le fascisme ; ou la révolution l'emporte.

C'est une stratégie suicidaire qui, au lieu de diviser l'adversaire, le regroupe et jette dans les bras de la droite tous ceux qui auraient pu faire partie du bloc révolutionnaire. Aussi l'extrême-gauche a-t-elle décidé d'exclure le PCP d'un front qui n'existait déjà plus.

On s'oriente probablement vers une coalition gouvernementale qui sanctionne un certain recul des communistes. Mais au total, le résultat de cette longue crise met bien en évidence que c'est par rapport au PC que se font les choix. A droite, ceux qui se sont opposés à lui n'avaient pas les bases pour le faire : la bourgeoisie est trop faible au Portugal pour gérer le pouvoir par l'intermédiaire d'un Etat démocratique bourgeois traditionnel. A gauche, Melo Antunes, le seul à s'appuyer sur un programme, n'avait guère de base sociale. L'extrême-gauche, qui s'appuie sur des noyaux ouvriers et populaires réels, n'avait aucune unité idéologique et a été facilement entraînée par le PC au moment difficile.

Les renversements d'alliance du PCP ne semblent pas devoir être attribués à l'existence de deux lignes en son sein. Au travers des louvoisements tactiques, il a affirmé la permanence d'une stratégie, fondée sur la lutte pour le contrôle des sommets. Cette absence de construction d'un bloc social d'unité populaire peut facilement ouvrir la voie aux forces les plus à droite.

Jusqu'à présent, le PCP a été, à gauche, le grand « vainqueur » au Portugal, par absence de stratégie alternative qui fasse le lien d'une part entre l'émergence du pouvoir populaire et les alliances qui s'y nouent, d'autre part les propositions programmatiques qui, au travers des priorités et des grandes lignes de la planification, définissent le bloc social sur lequel la révolution s'appuie. C'est une leçon importante à méditer pour les révolutionnaires français.

François DESMOULINS ■

Espagne-Basques : La main du bourreau

La condamnation à mort des deux militants basques Garmendiá et Otaegui se situe dans un contexte de répression d'une violence qui n'avait eu d'égale que la période de la guerre civile et des années qui la suivirent immédiatement.

Ce n'est que le premier d'un long cortège de procès qui visent des mi-

tant inculpé (on ne s'embarrasse guère de preuves, comme l'a montré le procès de Burgos) ; elle permet de poursuivre tout ceux qui manifestent leur solidarité avec des détenus (distribution de tracts par exemple) ; elle prolonge la durée des arrestations préventives ; le domicile n'est plus protégé ; les journalistes se voient interdire d'informer (quatre journaux suspendus



Une manifestation de soutien le 1er septembre dernier, à Paris. Beaucoup d'autres sont prévues...

littants de toute l'opposition (du FRAP à Eva Forest, de ETA au PCE, du PSOE aux militants galiciens, etc.). Cette liste sinistre risque de s'allonger dans les semaines qui viennent à partir de la loi anti-terroriste qui vient d'être promulguée, et qui signifie l'instauration de l'état d'exception dans toute l'Espagne pour deux ans.

La presse internationale avait fait grand cas du fait que Juan Carlos avait été appelé par deux fois dans la résidence d'été de France : « Peut-être était-ce déjà la retraite ? Sans doute le cours libéral allait être renforcé. Aiez Alegria n'allait-il pas être le Spinola d'un 25 avril espagnol, qui allait éviter - lui - la tourbe de l'intervention populaire ? » Les commentaires allaient bon train dans les chancelleries, les grands médias, et le monde politique.

En fait, ce que Franco voulait, c'était ligoter définitivement Juan Carlos en lui faisant cautionner spectaculairement la vague de répression qui déferle sur tous les travailleurs, sur tous les peuples d'Espagne. On sait maintenant où est la continuité et sur qui elle s'appuie.

Ainsi se termine la « libéralisation » annoncée à grand fracas par le président du Conseil Arias Navarro il y a un an et demi. La loi anti-terroriste met en place des procédures accélérées contre tout mili-

en une semaine) ; les avocats ne peuvent plaider la cause d'un détenu poursuivi pour ses activités politiques plus d'une fois par an...

On pouvait s'interroger raisonnablement sur la capacité et les forces de la riposte des organisations ouvrières des peuples d'Espagne. Or elle surprend par sa vigueur et son ampleur. Au Pays basque assurément, où grèves et manifestations de soutien à Garmendiá et Otaegui se multiplient ces jours derniers, mais aussi dans tout le pays.

C'est dire que, dans une situation particulièrement mouvante, la violence exercée par le pouvoir n'intimide plus, et - à la limite - favorise des rassemblements plus vastes.

C'est dire aussi nos responsabilités. A ceux qui nous ont opposé depuis la mi-juillet, le fait des vacances qui se déroulaient en France pour ne pas organiser de manifestations en faveur des détenus, nous avons - avec le collectif Eva Forest - dit qu'il était urgent de les tenir, et dès que la moindre possibilité est apparue, nous les avons tenues.

Mais l'effort fait est encore bien mince. Il faut l'élargir considérablement sans aucune sorte d'exclusive, pour arrêter la main du bourreau, et la lui couper ensuite. A jamais.

Christian GUERCHE ●

Après le coup d'Etat de Lima : impasses et limites de la voie péruvienne

Quelle signification attribuer à la déposition du président Velazco, c'est-à-dire de celui qui, durant sept ans, a pu instaurer au Pérou un régime nationaliste, qui a attaqué certains intérêts impérialistes, qui a affronté l'aristocratie terrienne et qui a donné l'exemple en Amérique latine d'une politique étrangère « non alignée » sans provoquer de grands remous ni de sérieux affrontements ?

S'agit-il d'une lutte d'influence au sein de l'équipe dirigeante, d'un coup d'Etat préventif « de gauche » pour évincer le danger réactionnaire, ou est-ce simplement un changement qui s'impose devant l'impasse où se trouve cette « troisième voie » (ni communisme, ni socialisme), que le Pérou et son président se vantaient d'avoir trouvée ?

S'il est vrai que le problème de la succession d'un homme malade et quelque peu usé par l'exercice du pouvoir était à l'ordre du jour et que le général Morales Bermudez était celui qui, par son rang dans la hiérarchie militaire, devait prendre sa place assez rapidement, c'est en fait l'aggravation de la situation qui exigeait pour la survie du régime un changement...

Le déficit continu de la balance commerciale, les difficultés à obtenir un développement continu et équilibré, la stagnation de la production agricole, l'incapacité à créer de nouveaux emplois et l'inflation constituent la toile de fond de la situation péruvienne : de sérieuses décisions, de nouvelles orientations s'imposent. Il s'agit aujourd'hui, ou bien d'appliquer des mesures radicales, dans l'esprit de ce que fut l'orientation anti-impérialiste et nationaliste de départ, ou bien d'opter d'une manière plus décidée pour un développement industriel dans le contexte d'un capitalisme dépendant, ce qui impliquerait une intégration plus adéquate au marché mondial.

De fait, le nouveau président, Morales Bermudez, qui est pour certains un bon technocrate de l'économie, exerçait déjà le pouvoir, (il était Premier ministre, ministre de la guerre et assurait le commandement général des forces armées). C'est lui qui a élaboré le plan d'austérité économique de juin dernier, ordonnant les augmentations du prix du pétrole, avec leurs conséquences sur les transports et les biens de consommations.

Depuis la révolte de la garde civile contre lui, en février dernier, son affrontement avec la marine, bastion traditionnel de l'aile plus réactionnaire, ses conflits avec ses collègues militaires qui cherchaient un terrain d'entente avec l'APRA, les jours de Velazco semblaient comptés. Mais ces affrontements au sein de la classe dirigeante se manifestent dans d'autres secteurs de la population. L'embrigadement des couches populaires n'est pas toujours facile ; la mobilisation paysanne, conséquence de la réforme agraire de 1969, a débordé les canaux organisationnels et idéologiques que les militaires péruviens avaient essayé de lui imposer.

Pour un gouvernement qui se disait celui des Indiens, des paysans et des ouvriers, la répression exercée dans les derniers mois, par exemple à l'encontre des travailleurs d'Arequipa, des intellectuels et étudiants critiques par rapport au régime, et de certains secteurs paysans, constituent des éléments qui donnent à réfléchir.

C.J. ■

Paysans et travailleurs péruviens : un coup d'Etat pour eux ?



CHILI : DEUX ANS APRES...

● C'était en septembre 1973 : les bruits de bottes, les bombes sur la Moneda, le cadavre d'Allende et de bien d'autres. Des autodafés de livres marxistes ou simplement démocrates. Le parcage des militants de gauche au stade de Santiago et dans ceux des villes de province, avec le début de l'affreuse sélection : ceux qui devaient mourir tout de suite, sous les tortures; ceux qui attendraient au bagne de Dawson ou dans les sous-sols des bâtiments de l'armée et de la police. Une grande défaite pour le mouvement ouvrier chilien; une grande défaite pour nous tous.

Ils devaient souffrir, ils devaient mourir. La mobilisation populaire avait pris une trop grande ampleur sous le gouvernement Allende; les travailleurs et les paysans s'organisaient ensemble pour imposer leur propre légitimité, née de la confrontation et de la lutte. La bourgeoisie chilienne, l'Amérique de « tricky » Nixon et du « bon Dr Kissinger » ne pouvaient laisser faire : le danger était trop grand.

Deux ans de répression totale, systématique, sauvage, comme jamais le continent latino-américain n'en avait encore connu. Un peuple qui s'est battu cependant dans la clandestinité, avec pour les plus courageux — ou les plus insensés — les tortures et la mort au bout du tunnel. Mais aussi le devoir, et l'espoir. Des actions défensives au début, puis des efforts pour rassembler et réorganiser les forces sauvées.

Pour marquer le premier anniversaire de leur « victoire », les officiers de la junte Pinochet avaient l'an dernier jeté un peu de lest : ils appelaient ça leur « libéralisation ». Ils promettaient l'élargissement de certains prison-

niers; mais les massacres, tortures, arrestations continuaient de plus belle. C'est dire que ce genre de numéro n'est plus possible cette année : tout le monde sait à quoi s'en tenir.

En fait la junte est inquiète. Le régime est complètement isolé; la détérioration de l'économie chilienne finit par inquiéter jusqu'à Washington; la droite elle-même est mécontente; et la classe moyenne, si courtisée par le régime, tarde à lui donner sa base sociale. Il ne reste que la trique : le rêve « national-socialiste » s'en va au fil des Andes.

L'unité des militaires et de l'équipe dirigeante, seul fondement du système, n'est elle-même plus à toute épreuve : « l'idéologue » du fascisme chilien, le général Leigh, se plaint de l'échec de la politique économique. Et de nombreux dirigeants civils ou militaires regardent vers la démocratie chrétienne, essayant d'y trouver l'homme providentiel.

Dans l'ombre, pendant ce temps, les militants de gauche luttent, avec une obstination

et un courage qui forcent l'hommage et le soutien. Pour la cause du socialisme, c'est à chaque jour leur vie qu'ils jouent. Ces quelques vues souvent troubles, prises à la sauvette, au « télé », c'est le témoignage de leur résistance, la preuve de leur présence. Elles leur sont dédiées.

MEETING CHILI
MUTUALITE PARIS
11 SEPTEMBRE

